



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

«Bourrons les urnes et les cognes.»

Titata

ISSN 0026-9433

N° 1669

du 19 au 25 avril 2012

Abstenons-nous de leur confier notre liberté



M 02137 - 1669 - F: 2,50 €



Editorial



Élections. Foire d'empoigne en Franchouillie. Traitement politico-médiatique condescendant réservé par la chiennerie de garde aux candidats «mineurs». Poutou, dépeint en bouffon, inexpérimenté parce que jeune, incroyable parce que prolo. Traitement obscène, xénophobe, jeuniste et sexiste pour Eva Joly, ses lunettes, ses cicatrices, son accent étranger et guttural, son double ridicule de vieille et de femme, de vieille femme... En cette époque de matraquages idéologiques et de titatas éhontés, la palme de la tartufferie revient sans doute au battage hypocrite réservé au film *Les Intouchables*. La bouche en cœur, le cœur sur la main et la main sur le portefeuille, les médias saluent avec un enthousiasme unanime et pesant cette belle histoire de réconciliation des générations, des origines diverses, des riches, des pauvres, de la carpe et du lapin. Las, dans la vraie vie, il n'est question que de slogans racistes, de lois scélérates, d'appel à la dénonciation de l'étranger, de l'émigré, du musulman, du terroriste... de l'autre. Une bonne partie des programmes, y compris du président sortant, recourent à une analyse simpliste : tous nos malheurs sont dus à la crise. Le capitalisme, ses profits bancaires et financiers, sa mise à mort du Code du travail, du service public, ses délocalisations, n'y sont pas mis en cause. Par contre, à les en croire, les pauvres, et parmi eux surtout ces tricheurs d'émigrés noirs ou basanés, « d'apparence musulmane », en portent une importante part de responsabilité, eux qui ruinent la nation à coup d'assistanat et de fausses déclarations. Les candidats aux dents longues de la démocratie représentative pratiquent un dangereux grand écart : tout en feignant d'applaudir à l'angélisme bisounours et politiquement correct des *Intouchables*, ils soufflent, avec des accents dignes de Gobineau et de Vichy, la haine, le communautarisme et – laïcité nouvelle oblige – la guerre des religions. Que les voteurs (de troubles) s'étripent donc, il y aura bien un dieu bidon qui reconnaîtra les siens, avant de leur balancer le plafond de leur chapelle pour rire sur la tronche.

Sommaire

Actualité

- L'insoutenable légèreté de l'urne**, par Fabrice, page 3
Viveo dans la gueule du loup, par J.-P. Germain, page 4
Rentokil : balayons les managers, par G. Goutte, page 4
Chronique néphrétique, par Rodkol, page 5
Météo syndicale, par T. Impétueux, page 6
Harcèlement à Free Mobile, par J.-P. Germain, page 6
Hommes publics, femmes privées, par R. Pino, page 7
Courrier de la prison, par Ringolévio, page 8
Pourquoi élire ? par M. Sahuc, page 9
Front des idées, idées pour le front, par Jean-Seb, page 10

International

- Le mouvement étudiant chilien**, par D. Pinos, page 12
Liberté pour Francisco Sántiz López, par G. Goutte, page 14
Souvenirs du Venezuela, par E. Vilain, page 15

Histoire

- 1937 : la Tchèque en Espagne**, par J. Mac Govern, page 16

Culture

- 62^e Berlinale**, H. Hurst, page 19
Yonk, l'invention de la religion, par Paco, page 20

Mouvement

- Finie l'inspection !**, par CNT-FTE, page 21
Radio libertaire, page 22
Agenda, page 23

Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} 25 €

6 mois, 25 n^{os} 50 €

1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire – 145, rue Amelot – 75011 Paris – France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

L'insoutenable légèreté de l'urne...

Manifestation à Tours, le 7 septembre 2010 (Photothèque du mouvement social)



TOUTES LES PIÈCES du grand Monopoly mondial sont en place. La règle du jeu est simple. D'un côté les exploités, de l'autre les exploités. Au milieu, le terrain de la lutte de classes. Pour les uns, tous les coups sont permis : on bluffe, on triche, on vole, on cogne. Pour les autres, on cherche à s'unir, à s'organiser, à résister. Pour les uns, arrogance, pouvoir et profits. Pour les autres, de la sueur, du sang et des larmes.

Telle est la situation. Le système capitaliste considère que les conditions sont réunies pour liquider les derniers droits sociaux conquis, notamment après la Seconde Guerre mondiale, pour asservir quasiment sans limite les populations. Dans un précédent article, je posais la question : qui aurait pu imaginer, il y a deux ans, que l'on distribuerait de la nourriture aux enfants en Grèce, pays de la zone euro ? La barbarie est en marche partout, et il faudra plus que des discours pour l'arrêter.

En France, l'Insee nous apprend que 3,8 millions de famille sont en situation de « précarité énergétique », que les coupures d'électricité ont explosé. Bref, que des millions d'hommes, de femmes et d'enfants commencent à crever de froid. En regardant de près les chiffres de Pôle emploi, on s'aperçoit (sauf la plupart des journalistes) que les vrais chiffres du chômage, quand on additionne tout (catégories de A à E, RSA, DOM-TOM,

radiés, sans droits), dépasse les 7 millions sans parler des 3 millions de travailleurs pauvres.

Et les tenants du système nous expliquent que ce n'est pas suffisant, qu'il va falloir baisser les salaires, les allocations et les retraites, multiplier les plans de licenciements et les fermetures d'hôpitaux et d'écoles, casser ce qui reste du Code du travail (accords « compétitivité emploi ») et des statuts (RGPP).

Le choc est inévitable et il faut s'y préparer sérieusement. C'est dans ce cadre qu'il faut replacer les échéances électorales. Observons, tout d'abord, que le « printemps arabe », porteur d'espoir de liberté mais aussi de conquêtes sociales, s'est engluqué dans les urnes, qui se sont révélées, une fois encore, plus efficaces que les chars pour casser un mouvement social. Observons, aussi, que les marchés ont choisi, en Italie, en Grèce, en Espagne, les équipes politiques de droite comme de gauche les plus à mêmes de faire passer les plans de rigueur. Observons qu'en France aussi quasiment tous les candidats nous préparent l'austérité à perpétuité dans le cadre des traités européens. Comment pourrait-il en être autrement ? Qui peut imaginer un peu sérieusement que le système pourrait se plier à un quelconque changement d'envergure venu de petits papiers placés dans des urnes ? Que de temps perdu, que d'énergie dépensée dans ce jeu de dupes.

Ah, bien sûr, il reste les discours de Mélenchon ! Ses « prises de la Bastille » ses hommages à la Commune de Paris, L'Internationale qui se mêle à La Marseillaise à la fin des meetings. Et ces dizaines de milliers de militants, cégétistes notamment, qui désertent la lutte sociale pendant la campagne du tribun qui appellera très sagement à voter Hollande au second tour.

Mais, comme me le disait un syndicaliste touché par son discours, « le 6 mai au soir je serai à poil ». Les beaux discours seront finis et la réalité sociale s'imposera dans sa grande brutalité. Et c'est là, aussi et surtout, que les militants anarchistes ont un rôle à jouer.

Des centaines de milliers de militants politiques et syndicaux chercheront une issue et il nous appartient d'aider à ce qu'elle se situe sur le terrain social. Multiplions les discussions avec eux sans dogmatisme, offrons des perspectives concrètes, développons et réapproprions nous l'outil syndical qui a notamment le mérite de se situer sur le terrain de classe. Battons-nous pour qu'il gagne son indépendance dans l'esprit de la Charte d'Amiens, bousculons les bureaucraties. Passons par la case départ de la grève générale et raflons la mise !

Fabrice

Groupe La Sociale
 de la Fédération anarchiste

Le pire reste à venir !



À **PETROPLUS**, les salariés de la raffinerie de Petit-Couronne sont parvenus à obtenir qu'une part de la vente du «trésor de guerre» leur revienne. D'une valeur estimée à plus de 200 millions d'euros, le magot est constitué d'un stock de produits pétroliers récupéré par les travailleurs du site en janvier dernier, peu après l'annonce de la faillite du siège suisse et la décision d'un redressement judiciaire.

L'intersyndicale (CGT, CFE-CGC, CFTD), qui se félicite de cette petite victoire, affirme que cette part permettra de «financer les éventuelles conséquences sociales de la procédure de redressement en cours». Une fois de plus, l'action directe ou plutôt, dans le cas présent, la menace d'y recourir, a foutu la pétoche au patronat qui a fini par céder, du moins sur ce plan-là. Faut dire que les travailleurs de Petroplus avaient menacé de foutre le feu aux stocks si la situation ne se débloquait pas en leur faveur. Du fond de sa tombe, Émile Pouget doit avoir le sourire !

Du côté du métal, il semblerait que les travailleurs de la Fonderie du Poitou n'aient toujours pas lâché l'affaire. Depuis l'annonce du placement en redressement judiciaire de l'usine d'Ingrandes, ils demandent à être réintégrés dans Renault, principal client de la Fonderie. Mais le fabriquant des voitures aux losanges n'a, pour l'heure, rien prévu de tel. Il s'est juste contenté de garantir un certain nombre de commandes. Affaire à suivre...

« Non seulement la direction de PSA a refusé de s'engager par écrit sur la préservation de l'emploi à Aulnay,

mais elle a en plus soutenu qu'il n'y avait pas de modèle remplaçant la C3, ce qui est un mensonge. » C'est en ces termes que Jean-Pierre Mercier, délégué CGT de PSA Aulnay, résume la table-ronde organisée par le gouvernement le 6 avril dernier. Celle-ci intervient après plusieurs mois de lutte, depuis que la lettre interne prévoyant une fermeture des sites d'Aulnay, de Sevelnord et de Madrid a été découverte par la CGT. Mais elle n'aura donc servi à rien, cette table ronde, comme on pouvait d'ailleurs le prévoir. À part du mépris, de la langue de bois et des bobards: nada! Aussi bien de la part du gouvernement que de la direction de PSA qui, depuis le début du mouvement, n'a jamais contesté l'authenticité de la lettre qui a tout déclenché.

Bref, le paysage social n'a rien de très rassurant. Les boîtes ferment, le chômage augmente en conséquent et le harcèlement managérial se répand un peu partout dans le monde du travail. Et dire qu'on est en pleine campagne électorale, période généralement propice aux sauvetages d'usine et autres hypocrisies. Alors, si c'est déjà aussi alarmant à l'heure qu'il est, qu'est-ce qu'on va se prendre dans le buffet dans deux mois, quand les dirigeants n'auront plus besoin de se retenir !

Guillaume Goutte

*Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste*

Brèves de combat

Massacre organisé à Athènes

Environ 2000 personnes s'étaient réunies place Syntagma, à Athènes, pour rendre hommage à l'homme de 77 ans qui s'était suicidé le jour même en face du Parlement. Des centaines de bougies étaient posées au sol, et des messages accrochés aux alentours. En réponse à cette manifestation spontanée emplie de colère, la réponse, quelques heures plus tard, fut de lancer des jets de gaz lacrymogènes pour repousser les manifestants. Une jeune fille est restée clouée au sol et la police a empêché les secours de lui venir en aide, tandis que des coups d'une grande violence ont commencé à pleuvoir sur la foule.

768 détenus pour 690 places

Une dizaine de détenus du centre de détention de Vezin-le-Coquet, près de Rennes, ont agressé un surveillant d'un coup de poing, notamment pour récupérer les clés. Ce dernier a été acheminé vers l'hôpital. Quatre détenus ont été placés en garde à vue. C'est sûr que la surpopulation en cellule, ça a le don d'agacer.

Encadrement des loyers : Jeudi noir ricane...

L'actuel locataire de l'Élysée vient de retourner sa veste pour le plus grand bonheur du collectif Jeudi noir et de tous les galériens du logement. Ne trouvant plus l'idée du plafonnement des loyers démagogue, ou une erreur monumentale, il fait front contre les spéculateurs immobiliers... Nicolas le Rouge a repris la proposition du collectif Jeudi noir. Mais dans un communiqué, le collectif reste sceptique et commente : « Nous attendons la suite. Reprendre une proposition c'est bien, les appliquer toutes c'est mieux ! »

L'intersyndicale réagit après les deux suicides chez Groupama

L'intersyndicale de Groupama appelle la direction du groupe à une « réaction immédiate et exemplaire à la suite des suicides de deux responsables commerciaux. Malgré maintes interventions de nos représentants dans les différentes instances représentatives du personnel de plusieurs entités, les directions refusent d'entendre la souffrance des salariés, s'enferment dans une position de déni et ne souhaitent pas amorcer la moindre réflexion constructive sur le sujet ». Pour les patrons, dans ce cas-là, le silence est d'or !

Chronique néphrétique

Lettre ouverte au militant qui ne doute pas (V)

« NE PAS VOTER C'EST VOTER SARKOZY », m'a dit mon militant Front de gauche, celui qui a de ce fait refusé de prendre l'exemplaire du *Monde libertaire* gratuit que je lui tendais, et qui me permet de revenir ainsi en cinquième semaine avec cette lettre ouverte.

Dans le regard de ces militants, souvent, dans le ton de leur voix aussi, dans leurs postures, transparait la « conscience », la « conscience de classe », la « bonne conscience », celle qui fait trouver « inconscients » ceux qui ne fonctionnent pas sur les mêmes schémas. J'y suis particulièrement sensible, sans doute pour en avoir usé (et à force d'user, ça fatigue).

Où l'on voit que la forme d'un discours peut être prédominante, elle peut même annihiler son contenu. Parce que les arguments, d'où qu'ils viennent, peuvent me toucher, me faire m'interroger, m'influencer, me convaincre et je ne suis pas le seul. La preuve : j'entendais hier Jean d'Ormesson dire qu'il n'aurait jamais fait un bon politique, car il trouvait régulièrement meilleurs les arguments de ses adversaires. Comme si une sorte d'empathie l'empêchait de garder un point de vue arrêté, borné, et lui interdisait la posture du « politique », arc-bouté sur ses positions, au sens du militant classique. (J'avais oublié de taper le « l » et cela donnait « cassique », « cacique » : notable ou chef. Ce doit être mon inconscient qui turbine). Mais justement, je sais à quoi je suis désormais allergique dans ce ton, dans cette posture : c'est la notabilité en germe, c'est le chef qui sommeille, c'est le jargon commun aux patrons et aux communistes qui parlent de « cadres ». Les « cadres du mouvement ouvrier »... Plus d'un siècle que l'on fonctionne sur ce modèle ! Pour quels résultats ? Des armées de militants envoyés, sur ordres, dans le mur, dans des voies de garage, au massacre. Et quelles leçons tirées ? Aucune, fondamentalement. Avec Mélenchon, voilà le retour du tribun. Pourtant, dans l'Internationale : « Ni dieu, ni maître, ni tribun ! Producteurs, sauvons-nous nous mêmes... »

Donc, au-delà de mon empathie d'Ormessonienne, qui en fera frémir plus d'un, hi ! hi !, ce que je veux souligner, c'est que les arguments, même les meilleurs, ne suffisent pas. Ceux et celles qui les incarnent, leur façon d'être, leurs rapports aux autres sont autrement plus importants. Parce que là

se joue l'avenir d'une lutte, assumée collectivement ou dirigée par une minorité. Parce que là se met en place un modèle de société, autogérée ou hiérarchisée, fédérée ou centralisée, démocratique ou dictatoriale. Et bien évidemment, la leçon ne vaut pas que pour les autres, elle vaut pour tous, anarchistes compris.

Pour en revenir à ce satané vote, des arguments qui me touchent chez les candidats, j'en trouve. Cela est vrai beaucoup plus depuis que les temps de parole sont égaux et que l'on entend les « petits ». Cela relance un peu mon intérêt qui avait eu tendance à s'émousser. J'ai pris conscience de mon absence en apprenant que, depuis trois jours, le centre du débat était le permis de conduire... J'avais loupé un épisode ! Et certains commentateurs de se réjouir du regain d'intérêt que cela suscite, de la fraîcheur de ton des candidats, de l'émotion même que peut provoquer une parole non formatée, des hésitations, une gêne d'un Poutou, ouvrier d'usine.

Mais aucun pour penser et affirmer qu'une société démocratique, ce serait la généralisation de ces prises de paroles, populaires ou non, mais multiples, variées, contradictoires. Que nous dit l'effet de contraste entre la parole policée, formatée, électorale des « futurs finalistes » et celles de ceux dont ce n'est pas le métier, ni le gagne-pain de faire de la politique ? Le même que celui d'une nana sans âge, mal fringuée, ridiculement pas branchée qui, dès qu'elle ouvre la bouche, enchante le public d'un concours de chant célèbre. Public qui n'en revint pas que la beauté puisse se nicher ailleurs que sous le bon look.

Notre essentiel militant n'est-il pas alors de multiplier les possibilités de prises de parole, de témoignages, pour un maximum de gens ? Plutôt que donner sa voix, la poser, l'affirmer, la lancer aux autres, chargée de mots qui touchent, qui émeuvent, qui révoltent. Et nous reconnaître en ces voix multiples, plutôt qu'en une, présidentiellement médiocre.

Rodkol

Parait que c'est infantile, du genre ado attardé de s'abstenir. Comme quelqu'un qui ne prendrait pas ses responsabilités.

Brèves de combat

Au secours!

Jugé «antisémite et négationniste», la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme a demandé au tribunal de grande instance de Paris d'interdire le long-métrage réalisé par l'humoriste (qui peut d'ailleurs encore le qualifier d'humoriste) Dieudonné, intitulé *L'Antisémitisme*. Pourtant, rien que le titre est tout un programme.

Discernement

Laissons les chiffres parler islamophobie. Selon un rapport du Collectif contre l'islamophobie en France, les insultes et agressions islamophobes à l'encontre des personnes physiques ont augmenté de 72 % entre 2010 et 2011. Quelque 262 agressions verbales ou physiques se sont produites, contre 152 répertoriées en 2010. Le profil récurrent de la personne agressée est celui d'une femme voilée dans un service public, apprend-on encore dans le rapport. Même si en tant qu'anarchistes nous sommes contre le voile, rien ne justifiera jamais pour nous une agression verbale ou physique. L'échange argumenté mais serein nous paraît une manière bien plus efficace de faire comprendre qu'on est bien plus heureux sans dieux et sans maîtres...

Panik in Penly

Les expertises engagées après l'arrêt du réacteur numéro 2 de la centrale nucléaire de Penly (Seine-Maritime), consécutif à un incident classé provisoirement au niveau 1 par l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire), se poursuivent. Le réacteur se trouve dans les conditions d'un arrêt à froid, ce qui a permis aux équipes de pénétrer dans le bâtiment et ce qui permettra prochainement l'ouverture de son circuit primaire. Bienvenue à bord et bonne chance aux intervenants!

Procès de l'Erika, scandale!

Le procès de la catastrophe de l'Erika s'achève, en cassation, par un non-lieu délivré à l'endroit des pollueurs. Le cargo ayant fait naufrage hors des eaux territoriales, communes, départements et autres collectivités ne verra pas la couleur d'un pauvre billet de banque. Commentaire de notre autruche préférée: «Ce jugement, scandale sans nom, risque bien entendu de faire jurisprudence. S'échouer, répandre son jus dégueulasse sur des kilomètres de côtes, pourra donc désormais se faire sans bourse délier, à condition que l'échouage ait lieu au-delà des frontières maritimes. C'est ce qu'on nommera certainement l'arrêt Total.»

Météo syndicale

COURAGE! Encore quelques semaines et c'en sera fini de la fièvre électorale. Quel que soit le vainqueur, il y a de fortes chances que les sacro-saintes grandes vacances approchant; on commence à voir arriver les couleuvres qui succèdent traditionnellement aux promesses électorales!

Dans les sphères gouvernementales, on nous avait prédit des boules puantes... mais dernièrement on a pu relever une sorte de coup de pied de l'âne! Était-ce voulu ou du second degré? On le saura peut-être un jour.

C'est dans un quotidien économique que Laurence Parisot (oui c'est elle qui a lancé l'attaque rampante), présidente du Medef¹, a déclaré: «L'approche de François Hollande sur le paritarisme, sur la place et l'autonomie du dialogue social est une approche que nous trouvons tout à fait intéressante.»

Certes, le «coup» avait déjà été effectué avec les secrétaires de la CFDT et de la CGT. Le tout étant relayé avec l'Élysée et le jeu (sic) des partenaires sociaux. Chère que a ses troupes en main (quoique?) mais Bernard Thibault doit compter avec une opposition interne que les médias ont l'habitude de mettre de côté, voire de mépriser... Certes, dans la militance

contestatrice de la centrale de Montreuil, il y a un large éventail, allant des nostalgiques de la FSM, de l'extrême gauche, sans oublier les anarchistes!

Nos camarades de FO restent sur leurs positions traditionnelles qui sont souvent caricaturées par la presse mais qui, en fait, se rejoignent souvent sur le terrain avec les oppositionnels des autres boutiques. De toute façon, ce qui va commencer à agiter bientôt les salles de rédaction, toutes orientations confondues, c'est la succession de Bernard Thibault à la tête de la CGT. Des noms, que la militance syndicaliste de base connaît à peine... des évolutions qui pèseront, que ça nous plaise ou non, sur l'ensemble du mouvement syndicaliste français. Syndicalisme d'accompagnement ou toutes et tous ensemble pour un autre futur? Ça ne se décrète pas uniquement dans les congrès divers, mais plutôt dans l'unité à la base. Encore faut-il qu'on s'y mette toutes et tous!

Torrent Impétueux

1. Pragmatique en diable, celle qui comparait il y a quelque temps le travail à l'amour côté «fugacité».

Pas de liberté à Free!

COMME IL ÉTAIT DIT dans *Le Monde libertaire* n° 1667: «La surveillance au travail est une vieille histoire»! La loi informatique et liberté a du pain sur la planche. Un seul point semble positif: les entreprises qui «observent leurs employés» n'aiment pas la publicité, donc allons-y dans la dénonciation de leurs agissements!

Comme toile de fond il y a, bien sûr, la compétitivité qui piétinent objectivement le Code du travail. Il y a même en ce moment des négociations entre syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC-CGC) et patronat (Medef, CGPME, UPA) sur ce nouveau concept: la «compétitivité-emploi». On se perd en conjectures sur le pourquoi de ces discussions; sûr que ce n'est pas pour le bien de la classe ouvrière!

Certes, celle-ci n'est plus en bleu de travail mais elle subit toujours l'oppression patro-

nale. On appelle ça maintenant le «terrorisme managérial». Celui-ci règne chez Free mobile, nouveau challenger dans le monde des portables. Licenciements agréments d'humiliations en public, pression constante, renvois à tort et à travers...

Faut que ça rentabilise, on repère les meilleurs et les autres sont carrément mis à la porte avec orchestration. Les syndicats montent au créneau et menacent de la grève! CFDT et FO sont déjà en marche pour enrayer la course au profit avec l'aide des moyens modernes de surveillance du monde du travail. Vous avez dit Free.

Jean-Pierre Germain

Hommes publics, femmes privées

PAR LA CULTURE, L'ÉDUCATION, leurs rôles respectifs ont été distribués aux hommes et aux femmes. Depuis l'enfance on peut remarquer que les jouets des filles sont le plus souvent en relation avec la maternité, les tâches ménagères, soit des fonctions qui maintiennent dans la sphère privée, alors que les garçons se voient offrir des armes (factices), des véhicules, tout ce qui peut se voir dans la sphère publique. La fille aura sa panoplie d'infirmière, le garçon sa panoplie de docteur, hiérarchie oblige. Rôle passif pour les unes, actif pour les autres, les cartes sont distribuées de la même façon depuis des millénaires, les différentes sociétés ayant attribué à l'homme sa fonction: la guerre, la technique, la représentation publique de l'espèce humaine. Par contre, la valeur-clé dévolue aux femmes est le silence. Elle doit apprendre très tôt à la boucler, sous peine d'être traitée d'énervée, voire d'hystérique, et ramenée à la raison avec «virulence» s'il le faut.

Certaines statistiques qui circulent sont ahurissantes (et de plus, souvent bien en dessous de la réalité). Il apparaît ainsi que, chaque année, dans le monde :

– Deux millions de filles subissent des mutilations sexuelles.

– Toutes les douze secondes une femme est maltraitée par son mari, son fiancé ou son amant. Maltraitance qui se retrouve dans toutes les cultures, toutes les «ethnies», toutes les nationalités, à tous les âges, et dans toutes les catégories socio-professionnelles et socio-économiques.

– 93 % des victimes de violences conjugales sont des femmes.

– 64 % des femmes ont été maltraitées au moins une fois dans leur vie.

– 60 % des femmes battues le sont durant leur grossesse.

– 81 % des hommes qui maltraitent leur compagne ont eu un père qui maltraitait sa femme.

– 40 % des femmes victimes de tentative d'homicide connaissent leur agresseur.

– 80 % des fillettes abusées sexuellement le sont par des hommes de leur environnement proche (père, parent ou voisin).

– L'administration de raclées est la principale cause des blessures infligées aux femmes (plus que les accidents de la route, agressions et viols réunis). C'est la principale raison de la présence de femmes aux urgences dans les hôpitaux.

– Seulement 1 % des femmes battues porte plainte.

NI A PRENDRE NI A VENDRE



FIGHT SEXISM

– 40 % des femmes battues par leur compagnon le sont depuis vingt ans de vie commune.

– Au travail, un jour d'absence sur cinq chez les femmes est en rapport avec des violences conjugales subies.

Arrêtons là cette liste (loin d'être exhaustive). Dormir avec «l'ennemi» est une situation que les femmes vivent le plus souvent en silence, et le foyer conjugal, qui en principe devrait être l'espace protecteur, devient le lieu de tous les dangers. Où se réfugier quand de nombreux fonctionnaires les accueillent avec dans l'idée que derrière une agression masculine, il y a toujours une femme provocatrice? L'Observatoire national de la délinquance (OND) avait recensé pour les années 2005-2006 pas moins de 400 000 femmes victimes de violences physiques. À Paris, en novembre 2011, une importante manifestation avait eu lieu pour protester contre ces violences faites aux femmes. En Espagne, où les chiffres sont sensiblement les mêmes, a eu lieu le 5 mars dernier un rassemblement à l'appel du groupement féministe «Rompons le

silence». Certaines de ses membres s'étaient retrouvées Puerta del Sol à Madrid derrière une banderole «La violence patriarcale nous tue toutes», pendant que d'autres se couchaient par terre pour symboliser les victimes de ces violences, comme des cadavres, portant des étiquettes diverses du genre: «Écrasée par les tâches ménagères», «Torturée, obsédée par la taille 36» ou encore «Insultée pour avoir tenu en public la main de ma compagne».

L'espèce humaine a sans doute évolué, mais de même qu'il reste un long chemin à parcourir pour en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme, l'égalité hommes-femmes risque de prendre du temps. L'esclave des esclaves va devoir conquérir sa liberté, seule ou bien aidée par une partie du genre masculin; en tout cas comme dans les luttes sociales, elle n'aura que ce qu'elle prendra.

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

Est-ce fou de se révolter ?

Courrier de la prison

Farid, adolescent, a été placé dans un centre fermé pour délinquants juvéniles à Braine-le-Château (Belgique). Et, en 1984, ce sera le début d'un long voyage à travers les prisons belges. Il rentre, il sort, etc. En 2007, il sort son livre écrit en prison: *Farid le fou... d'Amour - Victime d'un système*. Dans son introduction, en quelques phrases, il décrit la prison: «*J'ai écrit ceci en espérant que plus personne ne vivra ce que j'ai enduré en prison pendant toutes ces longues années. Plus de vingt-trois années de ma vie où j'ai pu voir, ressentir et subir toute la haine et cette violence du personnel pénitentiaire. La barbarie et la souffrance. L'intolérance dans l'intolérance. L'injustice dans la justice et dans les prisons belges.*» Malheureusement, la prison l'a rattrapé et il est de nouveau incarcéré. Où la pénitentiaire lui mène une vie dure.

Émission «*Ras-les-Murs*» (Radio libertaire)

LES MATONS DE LA PRISON de Jamioux avaient déposé un préavis de grève pour le 23 décembre parce que le prisonnier Farid Bamollmad serait agressif verbalement. Dans d'autres prisons, les matons se plaignent parce qu'il serait violent physiquement.

Depuis quelques temps, Farid a une maladie, ses muscles s'atrophient perdant ainsi de sa souplesse et agilité. Conséquence de tant d'années passées dans des cellules d'isolement. Alors, maintenant, parce qu'un détenu parle trop fort, ces messieurs font grève. Je croyais que lorsque l'on choisit ce métier, c'est pour garder des «*méchants*», maintenant, ils mandent le droit de garder les détenus selon leur degré de dangerosité à leurs yeux.

Avant, ils avaient peur de l'agressivité physique des détenus, aujourd'hui parce qu'ils qu'ils parlent trop fort. Demain, ils refuseront et se mettront en grève parce qu'un maton ne supportera pas les pets d'un détenu, parce qu'il aura une sale gueule. Alors, ils voudront davantage de quartiers spéciaux. Comme à Lantin ou Bruges ou là, les matons se comportent en véritables nazis (gants en cuir pour mieux

cogner par exemple, comme à Lantin). En fait, ces fachos désireraient que l'on élimine physiquement les emmerdeurs. Combien de morts suspectes à Lantin, Forest, Andenne? Toutes ces morts cachées en suicides ou maladie...

Ceux qui ont choisi ce métier de garde-chiourmes se croient-ils dans une colonie de vacances? En face d'eux, ce sont des exclus de lax société, la prison est un monde de violence, les détenus ne sont pas des colons. En fait, tant que ces fachos peuvent cogner, humilier, torturer, assassiner sans risque, ils ne disent rien, mais dès qu'ils ont en face d'eux des individus résistants, des révoltés, des anarchistes qui n'ont pas peur d'eux, alors là on y va, c'est la grève, les larmes dans la presse et devant les micros!

À Forest, un maton trafiquant, peau de vache, après s'en être pris à un prisonnier anarchiste, retrouve son nom tagué sur les murs de Bruxelles! Panique, le maton et la prison portent plainte contre le prisonnier. Ce même prisonnier, ayant dénoncé des matons tortionnaires à la prison de Mons, est condamné à trois mois ferme et à une amende.

Mais si un maton tabasse, humilie, torture, tue, c'est le silence total et les plaintes finissent à la poubelle.

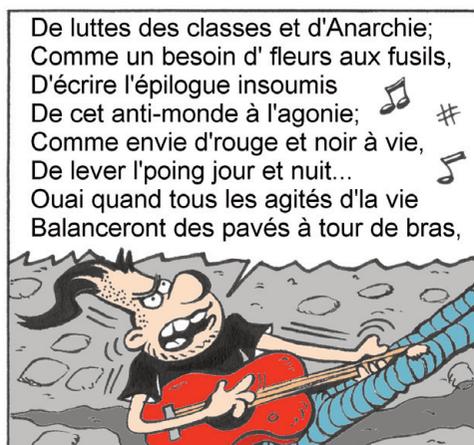
Farid est un révolté, un homme qui ne se laisse pas faire. Pour ceux qui l'ont connu en prison, il a vécu des années seul, en isolement total. Farid se révolte contre les privilèges de certains détenus lèche-cul avec la direction, contre les matons tortionnaires. On le traite de fou!

Il est fou de liberté, de haine contre la prison, contre les collusions matons-détenus. Alors facile de le faire passer pour un dingue. Ceux qui s'associent avec les matons pour le trafic, qui passent leur temps à écouter des prières, à prier, qui prêchent la morale aux autres, là oui, ce sont de bons détenus. Mais celui ou ceux qui revendiquent le droit de voler des voleurs (banques, hypermarchés, gros capitalistes), non! Eux sont des emmerdeurs. Farid, tu n'es plus tout seul.

Un Ringolévio en colère

«*Ringolevio*», c'est un jeu. Un sport de la rue pour tous les gamins de Brooklyn)

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Élection présidentielle, pourquoi ?

LA CONJONCTION DES CRISES – crise écologique majeure, à la fois énergétique et climatique, ainsi qu'une crise économique systémique – met en relief le dommage politique global de l'ensemble de nos structures et valeurs civilisationnelles défendues par de faux frères ennemis, gardiens du temple capitaliste néolibéral.

Ne sommes-nous pas dans une charnière historique? Sera-t-elle la répétition de la grande crise de 29, indissociable de la dernière guerre mondiale, ou la révélation de nouvelles émergences de politiques, d'économies et de cultures réfléchies, équilibrées et égalitaires, de nouveaux modèles de société?

L'élection présidentielle n'est qu'un plébiscite, un césarisme démocratique. S'il changeait notre mode de vie vers une hauteur éthique, l'excellence, le progrès social ou culturel, ça se saurait!

Lors de cette campagne, nous assistons à un spectacle politique nébuleux, bouffi, parfois inepte et sommaire. Dans nos médias, les journalistes sont-ils responsables de cette mise en scène indigente?

Probablement que non, ils composent avec le degré d'implication politique des candidats habitués, pour ceux des grands partis, aux étroitesse d'esprit désespérantes de leurs conseillers en communication.

Ces candidats se noient dans les stratégies des petites phrases et des envolées lyriques démagogiques, car ils n'ont pour matière à réfléchir et à proposer que les mêmes poncifs, républicains, nationalistes, et d'autres modes de vie que cette pauvreté sociale qu'annoncent l'austérité ou une relance économique par la banalité consumériste.

Examinons tous les postulants à ce suffrage. Ils sont tous l'expression politique de vieux mondes idéologiques qui, historiquement, portent sans exception des sphères d'inhumanités, d'horreurs économique-politiques ou de graves échecs. Ils ont tous un point commun, quelles que soient leurs obédiences politiques, c'est l'expression d'une autorité aux pouvoirs clos et de gouvernement économique-politique opaque. Ils partagent tous le culte pour l'autorité d'un parti politicien, un pouvoir non partagé même chez les révolutionnaires, afin de structurer tous ces vieux systèmes politiques. Leurs propositions portent toutes en elles des modalités de globalisation, de normalisation, que ce soit toutes les formes du capitalisme, aussi bien

des figures du capitalisme d'État dit «communisme» jusqu'au néolibéralisme actuel dit «mondialisation».

Chez les candidats à la présidentielle, nous retrouvons de façon récurrente le dogme politico-économique qui nous assure que l'avenir s'exprime qu'en termes de croissance. La croissance économique comme le seul véritable baromètre du bien-être dans nos civilisations n'est qu'un miroir aux alouettes. Alors que nous constatons que le travail partiel, le chômage ne cessent d'augmenter, ainsi que la progression de la précarité et la montée de la pauvreté.

Cette croissance économique n'est en fait que celle du PIB (produit intérieur brut), qui n'est que la valeur comptable des échanges économiques sur le marché international et ne tient aucun compte de la consommation du stock des ressources naturelles. Ce n'est donc que la mesure de la croissance de l'oligarchie entrepreneuriale et financière néolibéraliste, et cela n'a rien de commun avec les intérêts de l'économie domestique de la grande partie de la population.

Bien que cette formule soit maligne, elle n'est pas véridique. C'est une croissance économique en trompe-l'œil pour duper l'individu normal et qui constitue l'un des principaux instruments de la propagande capitaliste de ces dernières années.

Précipités, à présent, dans les oppositions et les contradictions, les élus face à leurs électeurs ont enfermé le débat électoral sur lui-même. La classe politique après avoir pratiqué un chantage économique, social et culturel en nous menaçant des pires malheurs si nous ne les croyons pas sur parole, est entrée à présent dans le silence et l'occultation de nombreux dossiers importants comme la santé, les banlieues, l'agriculture, l'organisation européenne, les cultures, les institutions, les rapports internationaux... et surtout ceux de la question sociale, de l'écologie et de la finitude de notre planète.

On entend chez les journalistes que le bilan gesticulatoire du président sortant lui pèserait comme un boulet, un boulet dont le poids restera la gravité de la politique réactionnaire de son quinquennat! Mais, avec sa clique, ce président girouette, préfère jouer avec l'anxiété, la xénophobie et la peur des autres, en instrumentalisant, à point nommé, grâce à des arrestations et expulsions, la lutte contre l'islamisme salafiste et entretenir ainsi l'im-

pression de l'insécurité intégrale. Un appel au: «Votez pour moi, je vous protégerai.»

Grâce à la fonction tribunitienne de son leader, et cela malgré son républicanisme, son nationalisme, son jacobinisme, son étatismisme, certains d'entre nous semblent tentés par les sirènes du «Fond de gauche». Doit-on croire qu'un homme aux idéaux si convenus peut, même accompagné d'un conglomérat de militants rouges ou verts plus ou moins révolutionnaires, changer la destinée de la «Nation» et même de l'Europe? Au risque de perdre le sens de notre combat au nom d'une illusion créée par une rhétorique emphatique, qui nous force à écrire: «Attention, Mélenchon piège à cornichons.»

À la suite de l'école républicaine, le cirque médiatique nous assène comme instruction que les deux tours d'élection au suffrage universel accomplissent convenablement la personification idéale du pouvoir populaire.

Pourtant, les leçons de l'histoire et notre bon sens nous enseignent que, dans la réalité, cela est faux. L'élection présidentielle par le vote direct à l'unanimité n'a pas été prévue pour que le peuple se partage le pouvoir mais à l'inverse pour s'y opposer. Car, il n'est que le principe d'un césarisme républicain. Un bonapartisme qui devoie cette consultation collective pour la transformer en son contraire, l'assujettissement du peuple à un humain qui a la folie de se croire prédestiné et supérieur pour diriger l'organisation et l'avenir de la société de tout un pays.

Voter mais pourquoi? Le vote a deux fonctions. La première est de prendre une décision et nous en sommes d'accord. La deuxième est de savoir qui aura le pouvoir de décision. Alors là, nous répondons NON!

Alors voter pour la présidentielle, pour faire son devoir moutonnier de bon citoyen et reconduire cette petite république ploutocratique qui nourrit nos matins blêmes.

Votez, votez et puis après... Pour continuer à pousser nos caddys au supermarché, mettre de l'essence hors de prix dans nos petites bagnoles, travailler pour des salaires de plus en plus petits et le soir regarder TF1 sur notre dernier grand écran plat... ou agir!

Michel

*Groupe de Montpellier
de la Fédération anarchiste*

Idées de front



Jean-Sébastien

Groupe de Caen
 de la Fédération anarchiste

À L'HEURE OÙ LE TÉLÉCRAN sermonne le quidam de se rendre aux urnes pour voter utile, une question resurgit inexorablement : le vote est-il utile ? En dehors de la sphère militante, cette question est exceptionnellement posée et le vote n'est que trop rarement remis en question, seule la course à l'échalote électorale compte. Dans les milieux anarchistes, les campagnes anti-électorales sont l'ordinaire du militant lorsque l'appel aux urnes retenti. Mais, si cette question provoque peu de discussions à l'échelle collective, les pratiques individuelles peuvent se révéler divergentes. L'exemple admis est celui du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002, pour lequel certains d'entre nous allèrent voter contre le parti fascisant.

L'argumentaire anti-électorale est rodé et il n'est sans doute pas nécessaire de revenir sur les fondements de cette conviction inhérente à nos principes révolutionnaire et autogestionnaire. La question n'est pas de définir l'utilité de cette action pour arriver à nos fins, car nous savons que le vote tel qu'il est pratiqué aujourd'hui ne nous permettra pas d'atteindre nos objectifs qui sont la suppression de toutes formes d'autorité, de hiérarchie et d'exploitation. Cependant, l'acte du vote, comme il se pratique aujourd'hui, pourrait être considéré comme un compromis avec le système actuel, comme nous le faisons chaque jour en nous rendant au supermarché et autres tourments quotidiens. Une concession de plus me direz-vous, mais

aussi un outil supplémentaire permettant de combattre le patronat, de faire tomber quelques privilèges, d'introduire un peu plus d'égalité. Le résultat des élections dans notre soi-disant système démocratique donne lieu à un aménagement peu convaincant, mais ces minces victoires sont nécessaires à nombre de salariés, de familles, de précaires qui pâtissent chaque jour des maux du capitalisme et du libéralisme. Nous sommes présents lors des luttes pour conserver le peu de droits que nous avons, comme pour le mouvement des retraites en 2010 pour lequel nous étions de tous les cortèges. Voter n'interdit pas de persévérer dans les luttes quotidiennes sur le terrain ou d'appeler à la grève générale – et l'essentiel du discours que nous devons tenir est là.

L'enjeu majeur est d'amener nos amis, nos familles, nos camarades à s'engager dans les luttes et de prendre part à la vie, à l'organisation et l'autogestion des quartiers et des villes. Or appeler de manière directe à l'anti-électorale peut s'avérer improductif car ce principe est difficilement assimilable lorsqu'il est pris de front. Nous pouvons établir une corrélation avec plusieurs de nos aspirations : expropriation, réquisition, suppression du système carcéral, etc. Même le terme d'anarchisme est perçu négativement par la plupart des personnes. J'ai encore en mémoire une réunion publique pendant laquelle un de nos camarades répétait vigoureusement, qui plus est de façon impromptu,

« Il faut détruire la famille ». Les personnes non averties de la vie collective en société anarchiste furent surprises et apeurées par ces propos très directs présentés sans aucune explication. Ainsi nos idées étant radicales vis-à-vis de la soupe servie quotidiennement, nous devons faire preuve de diplomatie, de patience et de tact avec nos interlocuteurs. Même si nos principes généraux peuvent être reçus avec beaucoup d'entrain lorsque nous les exposons, nos idées sont vite confrontées à des mises en situation ou à des exemples concrets par une personne pragmatique, et il devient alors plus difficile d'expliquer, de défaire les idées préconçues et d'amener notre interlocuteur à briser ses propres barrières que des années de réprimandes, de moralisation et d'exploitation ont dressées. Dans ce contexte, nous ne pouvons pas nous permettre d'attaquer certains sujets bille en tête. Par exemple, plutôt que de parler directement d'anti-électorale, centrons notre argumentaire sur l'établissement d'élections visant à donner des mandats à des représentants révocables, élus à l'unanimité, etc. L'approche des idées anarchistes et les premières confrontations avec des principes quasiment jamais abordés en dehors de nos milieux militants peuvent s'avérer compliquées. Ainsi, quand nous incitions à désertir les urnes, par un collage d'affiches en pleine campagne présidentielle ou dans une discussion, la première prise de contact avec des personnes non politisées ou

électeurs de l'UMPS, voire du FN, peut s'avérer totalement inefficace et susciter une méfiance, voire un rejet automatique vis-à-vis de notre discours. L'efficacité de diffusion de nos idées doit passer par un travail sur le fond et la forme de nos arguments afin d'établir un dialogue constructif et accessible.

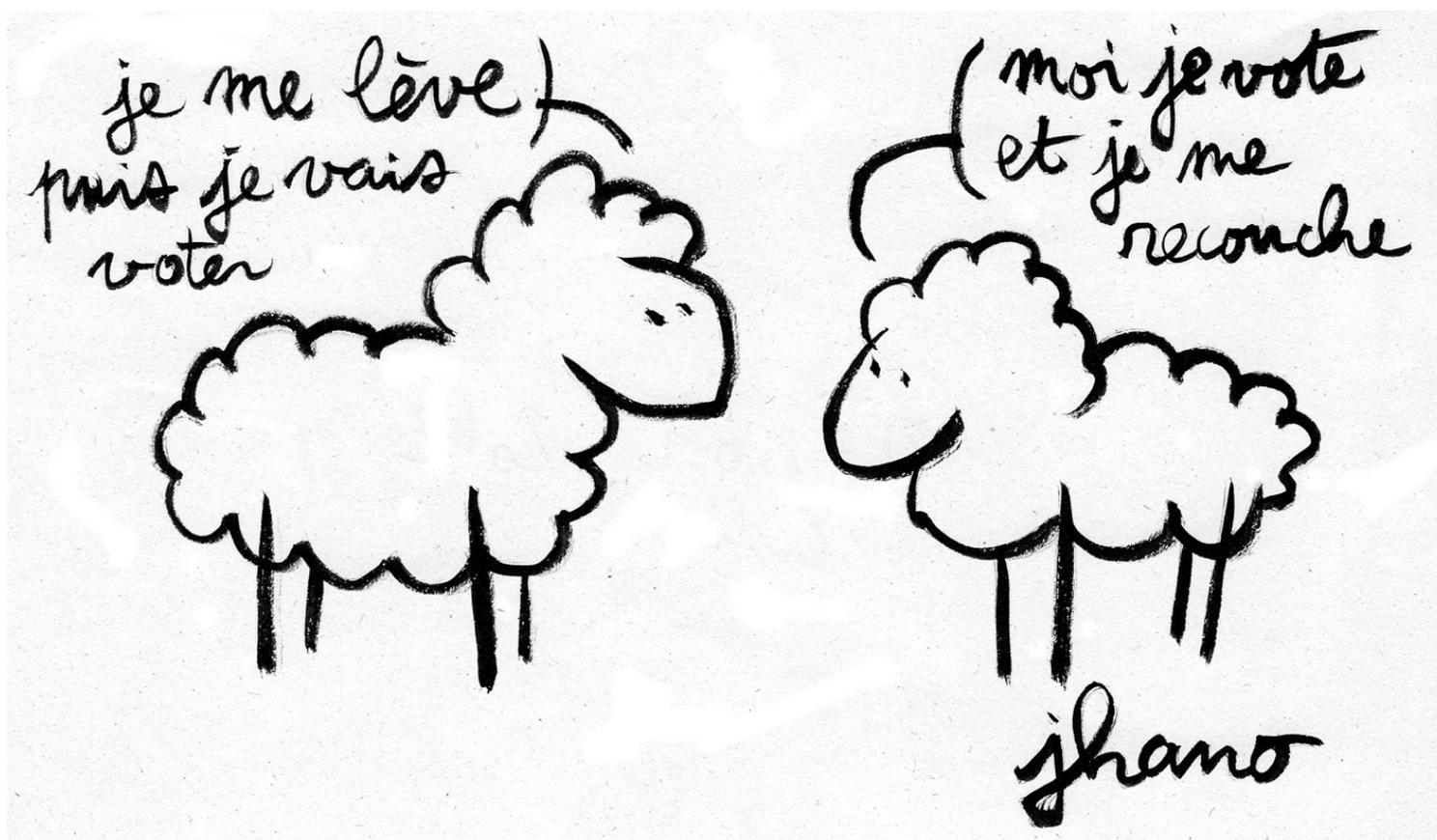
À première vue, il paraît plus aisé d'engager la discussion sur l'autogestion et l'expropriation des patrons avec un militant anticapitaliste ou communiste. Ainsi, l'élection présidentielle et la montée du candidat du Front de Gauche peuvent être considérées comme des événements privilégiés pour aborder les sujets politiques que nous connaissons bien, et cela à partir d'un cadre rassurant pour l'interlocuteur puisque certaines de nos idées sont évoquées : éducation émancipatrice, engagement de chacun dans la vie politique, création de coopératives, etc., même s'il est sans doute vrai que la poussée du vote Front de Gauche est moins due à des convictions socialistes ou communistes qu'à une tentation des individus de mettre un coup de pied dans la fourmilière et de réagir aux attaques systématiques de la finance. De même, plutôt que de «prendre le pouvoir», nous aimerions le détruire, et nous savons que l'aménagement du capitalisme est une escroquerie si l'on souhaite un changement radical, une révolution sociale, une société libre, égalitaire et solidaire. Aussi, il

est incontestable que les dirigeants du Front de Gauche et son candidat restent familiarisés avec l'oligarchie en place. Mais la diffusion sur les écrans des idées du Front de Gauche et la réception favorable de celles-ci de la part de nombreux citoyens apportent de l'eau à notre moulin. N'est-ce pas une ouverture d'esprit que de penser à instaurer une VI^e République qui supprimerait l'homme providentiel? L'idée de supprimer le «guide» à la tête du pays n'est pas si répandue et le fait que ce concept se développe paraît être une avancée. De même que la reprise d'usines en coopérative peut amener à discuter de l'autogestion. Les thèmes abordés par l'extrême gauche, et le score qui rend crédibles à de nouveaux yeux ces idées, doivent nous permettre d'entrer dans les débats et de développer nos idées. Les militants anarchistes ont leur place dans le débat politique actuel, comme ils l'ont dans les syndicats et les associations. C'est justement dans ces moments que nous devons être présents afin de diffuser nos principes et nos pratiques.

Alors, le temps de cette «effervescence» électorale, dans mes discussions je soutiens les idées du Front de Gauche, je les explique, j'argumente. Je rappelle qu'élire Arthaud, Mélenchon ou Poutou ne suffira pas, il faudra continuer de se battre quoiqu'il arrive. Mais ces échanges autour d'un programme

présidentiel servent essentiellement à politiser, engager les interlocuteurs, les extirper parfois du vote Front national et combattre leurs idées nauséabondes, et surtout développer les concepts de base d'une société anarchiste. Tirons sur la corde avec ce qui nous semble être le meilleur outil à cet instant. Ainsi, après des soirées de débats, des mails et des articles de journaux échangés, après avoir participé à l'introduction de la politique dans des milieux où les soucis quotidiens et le travail efficace des chiens de garde détournent tout intérêt politique et volonté d'engagement, limitent la connaissance du fonctionnement de nos institutions et provoquent les peurs où grandissent le rejet de l'autre et la division de la classe ouvrière, pourquoi ne pas se déplacer jusqu'à l'urne au premier tour? Car si ce seul fait peut contribuer à créer une unité, un premier combat commun, une concrétisation de nos longues et parfois virulentes discussions, alors ce vote peut être utile. Et bientôt, cette grande messe sera finie mais nous, nous débattons encore et nous serons plus nombreux. Par cette concession, et même si la route est encore longue, les idées anarchistes accompliraient une part du chemin qui les sépare du nombre qui rendrait véritablement vaines ces élections.

I.-S.



Le mouvement étudiant chilien

Chili : état des lieux, état des luttes (1/3)



Daniel Pinos

*Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste*

AU CHILI, LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE, social et politique vit une crise profonde qui a contraint différentes communautés du pays à se mobiliser. Un mouvement historique des citoyens sans précédent remet en question les bases de l'ordre économique et politique qui a été imposé en 1980 par la Constitution de Pinochet. Il s'agit d'un mouvement très large qui lutte pour la transformation de la société. Depuis 2010, Sebastián Piñera est le président de la République, il a succédé à Michelle Bachelet, une socialiste. Surnommé le « Berlusconi chilien », Piñera est un homme d'affaires très riche. La composition de son gouvernement a d'abord été marquée par la présence d'anciens responsables du régime militaire de Pinochet. Le gouvernement de Piñera a maintenant une composition plus politique afin de répondre aux mécontentements populaires.

Dans la population chilienne d'environ 17 millions, 6 % sont des Amérindiens. Le Chili possède un marché ouvert au monde entier. Son économie se caractérise par l'exportation et l'importation de matières premières, le cuivre est la principale richesse du pays. La vive expansion économique du Chili a été stoppée par la crise financière mondiale au milieu de 2008 et les échanges se sont effondrés. L'activité économique a redémarré au milieu de 2009, à la faveur du rebond des prix à l'exportation et d'un programme de relance macroéconomique.

Le taux de chômage se situe entre 7 et 9 %. Bien que renvoyant l'image d'un pays qui s'en sort bien – on a parlé du « tigre de l'Amérique latine » – dans une crise économique et financière de dimension mondiale, la contestation a monté en 2010 et 2011 et se poursuit aujourd'hui.

Cela a commencé dans l'extrême sud du pays, notamment dans la région de Magallanes, quand la population a violemment protesté contre la hausse du gaz qu'elle utilise douze mois sur douze pour se chauffer. Dans le nord du pays, des ouvriers d'une mine de cuivre se sont mis en grève pour l'amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail. Des mobilisations massives ont eu lieu pour arrêter la construction d'un énorme complexe de barrages et de projets énergétiques dans la région du Bio Bio. Des militants pour les droits des homosexuels et des femmes ont marché dans les rues, alors que le peuple indigène Mapuche continue à réclamer la restitution de ses terres ancestrales, la libération de ses prisonniers politiques et se bat pour la reconquête d'autres droits qui ont été violés.

De grandes manifestations ont été organisées pour contester le gigantesque projet hydroélectrique Hydro Aisen qui doit noyer des milliers d'hectares dans l'une des parties les plus sauvages de la Patagonie chilienne.

Ces derniers mois, les étudiants ont occupé leurs lycées et leurs universités pour

remettre en cause le système d'éducation. La population de la région d'Aysen en Patagonie vient de se soulever au mois de février. Enfin, les Indiens Mapuches poursuivent leur combat pour la reconquête de leur territoire ancestral et la libération de leurs prisonniers politiques.

Nous allons nous attacher à ces luttes qui ont une valeur symbolique car elles sont représentatives des résistances radicales qui se développent contre le modèle néolibéral.

Le mouvement étudiant

À partir d'avril 2011 et durant plusieurs mois, les étudiants chiliens sont descendus dans la rue pour remettre en cause le système éducatif privatisé de leur pays. La jeunesse chilienne est entrée en résistance contre une éducation libérale mise en place sous la dictature de Pinochet. Le système éducatif a été privatisé et privé de réels moyens financiers pour offrir une éducation accessible et de qualité à tous, mais les étudiants exigent aussi le changement du modèle néolibéral et des institutions héritées de la dictature.

Le néolibéralisme et la dictature ont touché les Chiliens dans tous les moments de leur vie. La privatisation des services de santé et d'éducation, la destruction du modèle social que Salvador Allende avait mis en place, la déréglementation des relations de travail a été ordonnée par un dictateur. Sous la dictature, les enseignants et les étudiants

ont été particulièrement touchés et soumis à un climat de peur et de chantage. Ceux qui critiquaient perdaient leur travail et étaient incarcérés.

C'est un héritage empoisonné, géré – et parfois même perfectionné durant les vingt dernières années – par la transition démocratique menée par les socialistes et les démocrates-chrétiens.

Jusqu'au coup d'État de 1973, l'éducation publique de ce pays du Cône sud était vantée pour sa qualité et sa gratuité. Désormais, moins de 25 % du système éducatif sont financés par l'État. Le reste est assumé par les familles : 70 % des étudiants doivent s'endetter et 65 % d'entre eux interrompent leurs études pour des raisons financières ou migrent vers l'Argentine. Cela génère un système lucratif dans lequel les banques profitent de cet endettement étudiant : 75 % du financement des universités viennent des étudiants eux-mêmes. Les années d'université coûtent extrêmement cher, à tel point qu'une grande majorité des étudiants doit s'endetter de très nombreuses années pour y accéder. Ce système oblige à « rembourser quinze ans pour étudier cinq ans » comme le rappelaient les slogans utilisés par les manifestants.

La privatisation du système éducatif chilien est aujourd'hui achevée. Rapportés au niveau de vie, les frais de scolarité des universités chiliennes, privées comme publiques, sont parmi les plus élevés au monde. Et c'est la même logique que l'on retrouve dans tous les domaines sociaux : santé, retraites, transports, médias, etc.

Depuis le mois de mai 2011, les étudiants ont mené de nombreuses actions, des manifestations pacifiques, des actes culturels, des *cacerolazos* – des manifestations très bruyantes où l'on utilise des casseroles – et même des grèves de la faim afin de faire comprendre à l'actuel président Piñera et son gouvernement que la situation des familles surendettées et le mauvais système éducatif du pays ne sont plus viables, ni acceptables.

L'État chilien n'a pas fourni de réponses aux revendications et a intensifié la répression violente contre les étudiants – des milliers d'arrestations ont été effectuées. La rébellion de la jeunesse étudiante et lycéenne dévoile aussi le vrai visage de cette « nouvelle droite », incarnée par Sebastián Piñera. Depuis des mois, l'exécutif a répondu par la répression aux légitimes revendications de gratuité afin de mettre fin à la logique du profit et pour le retour à un système éducatif public. Les actions violentes de la part des carabiniers ont été permanentes. On a compté des centaines de blessés, des milliers d'arrestations et même le décès de Manuel Gutiérrez (14 ans) assassiné par la police par un tir à balle réelle.

L'esprit du « pinochétisme » s'affiche d'ailleurs encore toutes voiles dehors. En septembre dernier, le maire de Santiago,



Pablo Zalaquett, avait même suggéré l'intervention des forces armées pour empêcher les manifestations le jour de la commémoration du coup d'État du 11 septembre 1973... Et Cristián Labbé, maire de Providencia, une commune de Santiago, et ancien membre de la Dina, la police politique du régime militaire, qui avait annoncé qu'il fermerait les lycées occupés, a continué dans la surenchère : il a rendu un hommage officiel à l'ex-général de brigade Miguel Krasnoff, qui purge actuellement une peine de cent ans de prison pour atteinte aux droits humains, séquestration et assassinats de citoyens durant la dictature. L'une des proches conseillères du président Piñera a d'ailleurs présenté « ses meilleurs vœux de réussite » à Labbé avant ce sinistre hommage, avant d'être désavouée par sa hiérarchie, mais cela a suscité un scandale !

Lancé par les deux fédérations étudiantes les plus importantes du pays, la Fédération des étudiants des universités catholiques du Chili (Feuc) et la Fédération des étudiants chiliens (Fech), le mouvement étudiant a duré sept mois sans jamais parvenir à arracher des concessions du gouvernement. Fidèles à leur stratégie reposant sur des manifestations et des occupations de leurs établissements, les étudiants, lancés dans une guerre d'usure avec le gouvernement conservateur, n'ont jamais réussi à entamer des négociations concrètes. Rien n'a été gagné, mais les gens croient désormais en l'action collective. Les récents sondages du

29 décembre dernier montrent que 80 % des Chiliens déclaraient soutenir le mouvement, tandis que le président Piñera ne recueillait que 26 % d'opinion favorable.

Chez les étudiants, Gabriel Boric, considéré comme plus radical, a été élu à la présidence de la Fech, à la place de la pourtant très médiatique Camilla Vallejo, membre du Parti communiste chilien, historiquement l'un des plus stalinien d'Amérique latine. Le Front des étudiants libertaires (Fel), qui a joué un rôle très important dans la mobilisation, a réintégré la Fech, quatre-vingts ans après le départ des libertaires d'une fédération qu'ils avaient contribué à créer. Le nouveau secrétaire général, Felipe Ramirez est aujourd'hui un libertaire, membre du Fel ; il a été élu sur la liste « Lutter en créant une université populaire ». Les nouveaux dirigeants étudiants, tous anticapitalistes, veulent élargir le mouvement à d'autres revendications et ainsi rallier d'autres acteurs sociaux. Le Fel se définit comme communiste libertaire, il est relié au mouvement anarchiste et entretient des liens avec des organisations et des syndicats de travailleurs autonomes.

La nouvelle direction aspire clairement à une mobilisation à grande échelle et à se rapprocher d'autres fédérations, de travailleurs, d'associations environnementales, d'associations ethniques. Tous ceux qui pensent que le système doit changer. Pas seulement l'éducation nationale.

D. P.

Liberté pour le zapatiste Francisco Sántiz López !



QUATRE-VINGT-TREIZE ANS après l'assassinat d'Emilino Zapata par le pouvoir mexicain (10 avril 1919), la répression contre les indigènes partisans de l'autonomie continue. À 7 heures du matin, le 4 décembre 2011, à Banavil (Chiapas), le sympathisant zapatiste Alonso Lopez Luna est agressé et kidnappé par une bande armée affiliée au PRI (Parti révolutionnaire institutionnel, actuellement au pouvoir dans l'État du Chiapas). Simulant une réaction, la police de l'État descend au village et passe les menottes au *compañero* Francisco Sántiz López, base de soutien zapatiste bien connue des autorités. Placé en cellule, on l'informe qu'il est accusé d'être à l'origine de l'agression et du kidnapping de Alonso. Ce qui, bien entendu, ne repose sur aucune preuve ni témoignage. Pour le Réseau contre la répression et pour la solidarité (RvsR), cette arrestation arbitraire s'inscrit dans un climat d'« augmentation systématique des agressions contre les familles sympathisantes de l'EZLN et contre les bases d'appui zapatistes ».

Face à cette injustice de plus envers les zapatistes et leurs soutiens, la société civile mexicaine et internationale se mobilise pour

exiger la libération immédiate de Francisco. Et, finalement, celle-ci est annoncée pour le 22 mars. Le jour J, devant le pénitencier, ses proches et ses soutiens l'attendent, impatients de le voir sortir de l'enfer carcéral. Mais le cauchemar n'est pas encore terminé... Quelques minutes avant l'heure prévue, les flics les informent que Francisco est désormais poursuivi pour « port d'arme à feu à usage exclusif de l'armée » et qu'en conséquence son incarcération est prolongée.

Le Conseil de bon gouvernement établi au caracol d'Oventic, dans les Altos du Chiapas, est ferme quant à l'innocence de Francisco: « Notre *compañero* Francisco a été faussement accusé et arrêté injustement, il n'a rien à voir avec ce qui s'est passé à Banavil, parce qu'il n'était pas là et n'a pas participé aux faits dont on l'accuse. Francisco n'est pas un assassin, et il n'a pas d'arme, ce sont seulement les gens du PRI qui l'accusent faussement. » Pour les autorités du caracol, nul doute que le soutien du *compañero* à la lutte zapatiste est à l'origine de la répression qui s'abat sur lui: « Francisco est base de soutien de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), son unique délit est de l'être, de lutter pour son peuple, de dire la vérité, de lutter pour

les véritables démocratie, liberté et justice pour lesquelles nous luttons tous, nous les zapatistes. Cela met fort en colère les mauvais gouvernants, ils nous haïssent beaucoup; c'est pourquoi ils veulent se venger et nous font la guerre de toutes les manières possibles dans le but d'empêcher notre lutte d'avancer. »

Outre le Conseil de bon gouvernement, douze personnes se disent prêtes à témoigner en faveur de Francisco. Le juge titulaire lui-même avoue qu'il a ordonné l'arrestation du *compañero* sous la pression des habitants de Banavil. Aucune preuve tangible ne vient donc appuyer l'arrestation de Francisco, nouvelle victime de la machine répressive de l'État du Chiapas, dont les condamnations arbitraires font partie intégrante de la stratégie de harcèlement constant à l'égard des communautés zapatistes.

Liberté pour le *compañero* Francisco Sántiz López! Liberté pour tous les prisonniers politiques, innocentes victimes du pouvoir d'État.

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

Souvenirs du Venezuela

Il y a dix ans...

Du 11 au 14 avril 2002 eurent lieu au Venezuela de grandes manifestations contre le régime en place de Hugo Chavez, organisées à l'initiative des classes moyennes et des nantis. Tout d'abord lâché par l'armée, Chavez fut évincé du pouvoir pendant deux jours, mais le commandant en chef de l'armée de terre, le général Efraim Vasquez, s'opposa ensuite aux mesures dictatoriales prises par Pedro Carmona qui avait succédé à Chavez. Carmona, qui était en outre le « patron des patrons » du Venezuela, avait dissous l'Assemblée nationale et les principales institutions, lancé une chasse aux sorcières contre les opposants, et renvoyé aux calendes grecques de nouvelles élections législatives.

Chavez rentra triomphalement au palais présidentiel de Miraflores, le dimanche 14 avril à 2 h 50 du matin, au milieu d'une immense foule venue des banlieues pauvres de Caracas. Cette crise accentua incontestablement le fossé existant entre les 70 % pauvres de la population et les classes aisées.

Le dénouement de cette crise constitue

un réel revers diplomatique pour les États-Unis, qui s'étaient démenés pour confirmer la destitution d'un président, pourtant élu démocratiquement à deux reprises, alors même que les représentants des 19 pays du Groupe de Rio condamnaient dès le 12 avril la « rupture de l'ordre constitutionnel » au Venezuela. Ainsi, les États-Unis se trouvaient-ils dans la position d'un État soutenant un putsch contre un gouvernement légitimement élu sur un programme de lutte contre la pauvreté.

Deux faits importants peuvent être relevés lors de ces événements :

1. L'armée joua un rôle d'arbitre dans l'issue de la crise, soutenant tour à tour l'opposition à Chavez, puis Chavez, mais montrant que le cliché qui veut que les armées latino-américaines soient nécessairement à la botte de l'impérialisme américain doit être revu ;

2. L'opposition très large des autres États latino-américains au coup d'État contre Chavez, malgré le soutien des États-Unis.

Pour rappeler ces événements vieux de dix ans, nos camarades de El Libertario, une organisation anarchiste vénézuélienne, nous ont fait parvenir le texte d'un tract qu'ils avaient diffusé à cette époque (voir texte ci-dessous).

Toute personne désirant en savoir plus sur ce qui s'est passé pendant ces jours peut consulter (en espagnol) « Una encrucijada hacia ninguna parte » [À la croisée des chemins vers nulle part], brochure publiée par El Libertario en 2002, qui recueille huit textes disponibles à l'adresse : <http://www.nodo50.org/elibertario/descargas/folleto-abril-02.txt>

En outre, le groupe anarchiste Star, adhérent à la Fédération ibérique des jeunesses anarchistes (FIJA), a réalisé en juin 2009 une interview des camarades de El Libertario. Cette interview, traduite en français, est accessible sur <http://monde-nouveau.net/spip.php?article373>

Eric Vilain

Ni Chavez ni Carmona L'autogestion est la voie

COMPTE TENU DE LA CRISE POLITIQUE que traverse le Venezuela et qui se manifeste dans les événements survenus avant, pendant et après le 11 avril, les anarchistes jugent nécessaire d'exposer leur position.

1. Les politiques contradictoires de Hugo Chavez n'ont pas bénéficié aux secteurs les plus défavorisés du pays, augmentant en trois années de gestion les indices de pauvreté, de chômage et l'insécurité sociale. En outre, son gouvernement a répété les erreurs et les vices caractéristiques de ceux qui ont précédé. Cependant, les secteurs de l'opposition actuelle qui ont essayé de capitaliser politiquement en leur faveur des événements du 11 avril ne représentent en aucun cas une alternative distincte et satisfaisante.

2. Nous condamnons fermement tout coup d'État, d'où qu'il vienne. Nous nous opposons à la position prédominante tenue par les forces armées aujourd'hui pour résoudre un problème qui devrait être résolu par la participation directe et active de toute la société.

3. Nous nous déclarons opposés aux autoritarismes de gauche et de droite mis en évidence dans la manière de penser et les actes menés tant par les représentants du parti au pouvoir que de l'opposition. Tous se fondent sur la simplification manichéenne des problèmes du pays, l'exclusion politique et sociale de leurs discours, les décisions prises en coulisses, la manipulation des médias à leur disposition et l'utilisation de méthodes non démocratiques à leur convenance.

4. Nous condamnons les violations des droits humains qui ont eu lieu au sein du gouvernement de coup d'État dirigé par l'homme d'affaires Pedro Carmona. La répression des manifestations populaires, les raids contre les médias communautaires, la détention arbitraire et la chasse aux sorcières montrent la nature dictatoriale du régime qui allait être mis en place dans le pays. De même nous n'oublions pas les complices et les opportunistes qui ont reconnu et salué la création d'un gouvernement de facto.

5. Nous exigeons la clarification des res-

ponsabilités des morts dans les événements du 11 avril dans le centre-ville, ainsi que les victimes des jours suivants dans le sud et l'ouest de Caracas. Nous soutenons une enquête de caractère impartial et non-gouvernemental, afin de clarifier les faits et désigner les assassins et les rendre responsables de leurs actes devant la communauté.

6. Les mobilisations qui ont eu lieu durant ces journées rappellent que la participation active consciente et responsable des gens influe sur les décisions de ceux qui sont au pouvoir et sont le germe d'une démocratie directe et autogérée. À cet égard, les anarchistes réaffirment leur engagement envers des processus horizontaux, autonomes et coopératifs visant à l'auto-organisation de la société pour résoudre ses propres problèmes et pour contrer l'inégalité que favorise le capitalisme mondial actuel.

El Libertario

11-14 avril 2002



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

1937, la Tchéka stalinienne à l'œuvre en Espagne

La Tchéka, police politique communiste, fut instituée en novembre 1917 par le pouvoir bolchevik russe afin d'anéantir toute révolte contre les nouveaux dictateurs. En Espagne, entre 1936 et 1939, ses premières victimes seront les membres du Poum : Andres Nin, ancien ministre de la Justice dans le gouvernement catalan et secrétaire général de ce mouvement, accusé d'être un espion fasciste, fut arrêté, emmené à Madrid et exécuté. D'autres suivirent, anarchistes ou militants de l'aile gauche de l'UGT ; citons pour exemples les camarades Berneri, Barbieri, Aris, Rua... *L'Espagne antifasciste* n° 7, du 30 novembre 1937, décrivait ainsi la Tchéka : « Cette organisation policière clandestine a pour but d'éliminer, par tous les moyens, les ennemis de la néfaste politique moscoute ; et ces ennemis, bien entendu, il ne faut pas les chercher chez les fascistes, mais chez les révolutionnaires ennemis de toutes les dictatures. » Le texte ci-dessous est composé d'extraits du compte rendu d'une mission d'information (qui eut lieu fin novembre 1937) menée, entre autres, par le député écossais Mac Govern (membre de l'Independent Labour Party, scission d'extrême gauche du Parti travailliste britannique). La totalité du compte rendu a été traduite et a paru dans *La Révolution prolétarienne* du 25 janvier 1938 sous le titre « La terreur communiste en Espagne ». Que ces quelques lignes puissent se graver dans nos mémoires et nous servir pour l'avenir.

John Mac Govern

Le Monde libertaire n°228 (déc. 1976)

À la Prison modèle

Le dimanche 28 novembre, nous allâmes à la Prison modèle de Barcelone, et présentâmes nos autorisations au directeur de la prison des hommes. Il fut très courtois et nous conduisit chez le médecin de la prison. On nous apprit qu'il y avait dans cette prison 1 500 prisonniers, dont 500 antifascistes, 500 fascistes et 500 délinquants de droit commun.

C'était dimanche, et l'heure des visites, aussi nous nous trouvâmes en présence de 500 à 600 visiteurs demandant à entrer afin de voir leurs amis. Comme il convient, c'était l'aile gauche de la prison qui était attribuée aux prisonniers de gauche !

Nous entrâmes dans une grande salle par une immense porte de fer de 6 mètres de large sur 3,5 mètres de haut. Les prisonniers avaient appris que nous allions venir et nous firent une chaude réception. La difficulté était que c'était à qui nous parlerait le premier des brutalités qu'il avait endurées de la part de la Tchéka avant d'être entré dans cette prison-ci.

Un prisonnier italien nous fit une remarquable description des tortures qui lui avaient été infligées dans une cellule souterraine. Il fut attaché au mur, les mains au-dessus de la tête, avec deux gardes à ses côtés, baïonnette

au canon, pendant qu'un jeune officier de la Tchéka tenait des papiers de la main gauche et de la main droite un revolver dirigé sur sa poitrine.

L'officier de la Tchéka le soumit à un interrogatoire du troisième degré prétendant qu'il avait de faux papiers, le sommant de dire où certains de ses camarades pourraient être trouvés, le menaçant de le tuer et de jeter son corps dans un égout qui passait dans la cellule. Cet Italien fut soumis à cette torture, durant cinq à six heures chaque fois, avant d'être finalement transféré à la Prison modèle.

Challaye et moi-même interrogeâmes également un Français, qui appartenait auparavant à l'armée française, et qui avait abandonné sa situation pour venir en Espagne combattre le fascisme. Il avait été nommé officier dans l'armée espagnole gouvernementale et avait combattu sur le front de Madrid pendant plus de cinq mois. La seule raison pour laquelle il se trouvait dans la Prison modèle était qu'il avait franchement exprimé son opinion sur le Comintern et les méthodes de la Tchéka. Il me donna l'impression d'un homme splendide.

Il ressentait comme un outrage effroyable d'avoir été gardé en prison pendant plus de

quatre mois; il insistait sur ceci: «Qu'on me fasse un procès si j'ai commis quelque faute; sinon qu'on me rende ma liberté!» Il y avait également un bon nombre de ces prisonniers qui avaient été blessés au cours des combats contre Franco, et cependant on les gardait en prison sous le prétexte qu'ils étaient des alliés de Franco!

Notre délégation fut spécialement bien accueillie par les prisonniers du Poum, et nous passâmes une heure dans la cellule de Gironella. Plusieurs prisonniers étaient d'ailleurs incarcérés dans cette même cellule. C'était une véritable Internationale de prisonniers que cette prison.

Il y en avait de France, de Grèce, d'Allemagne, d'Italie, d'Autriche, de Belgique, de Hollande, de Suisse et d'Amérique autant que d'Espagne. Tous ces prisonniers nous pressèrent de faire connaître les brutalités de la Tchèque, avec ses tortures, son troisième degré et ses meurtres des militants socialistes combattant en Espagne.

Lorsque nous décidâmes de quitter l'aile antifasciste de la prison, il y eut un rush spontané de tout le monde vers la porte. Les prisonniers chantèrent deux hymnes de la CNT, puis l'Internationale, et terminèrent avec des vivats à l'adresse de la CNT, de la FAI et du Poum.

Le délégué de l'ILP fut spécialement l'objet de la reconnaissance internationale; enfin il y eut des cris de «À bas la Tchèque du Comintern!» et, à son adresse, de violents sifflets. C'était une vue très émouvante que celle de ces 500 prisonniers antifascistes, la plupart jeunes, qui remplissaient les galeries, les escaliers et la grande salle, le poing fermé, l'oeil brillant, la tête rejetée en arrière en une attitude de défi.

Notre dernière vision fut celle de centaines d'hommes applaudissant, de l'autre côté de l'immense porte de fer. Cette porte de fer était pour nous comme le symbole de la Tchèque du Comintern. C'est par des moyens pareils qu'elle entend supprimer le mouvement révolutionnaire en Espagne afin de substituer au mot d'ordre de «Pouvoir ouvrier» celui de «Démocratie bourgeoise».

L'Internationale communiste et son organisation d'assassins sont en train de faire naître contre eux une haine formidable. Un jour, la tempête éclatera et détruira leur effroyable gangstérisme. Ce sera un désastre pour tous ceux qui y auront participé.

À la prison secrète de la Tchèque

Notre dernière visite fut pour la prison secrète de la Tchèque à la place Junta: Adraïne Bonanova. Nous avons été avisés de l'existence de cette prison par plusieurs bons camarades. Lorsque nous eûmes monté les marches qui mènent à la prison, nous trouvâmes le chemin barré par deux gardiens, armés de fusils et baïonnette au canon.

Nous présentâmes notre autorisation du directeur des prisons et du ministre de la



Justice pour visiter les prisons et un mot fut envoyé à l'intérieur. Alors un officier apparut, qui regarda nos autorisations avec un mépris évident. Il nous informa qu'il ne recevait pas d'ordres du directeur des prisons ou du ministre de la Justice, car ce n'étaient pas là ses patrons.

Nous lui demandâmes alors qui était son patron, et il nous donna une adresse, celle du quartier général de la Tchèque. Son refus de nous permettre de visiter la prison et les prisonniers était total et définitif. Nous allâmes donc au quartier général de la Tchèque, Puerta del Angel 24.

Nous entrâmes dans une cour et par un couloir dans une pièce intérieure qui avait toute l'apparence d'un lieu de détention. Nous remarquâmes qu'il y avait sur la table un grand nombre de livres de propagande russes et de journaux communistes, et aucune autre sorte de livres ou de journaux. Après un court délai, une jeune femme

entra, qui nous demanda ce que nous voulions. Elle ne nous cacha pas qu'elle savait qui nous étions, et qu'on l'avait prévenue, de la prison, que nous étions en train de venir. Elle prit les pièces qui nous autorisaient à visiter les prisons.

Ensuite apparurent deux jeunes hommes dont ni l'un ni l'autre n'étaient espagnols. Notre interprète, qui connaît un grand nombre de langues et de pays, fut convaincu par leur accent que l'un était Russe et l'autre Allemand.

Le Russe nous informa que nous ne pouvions ni voir l'intérieur de la prison ni causer avec les prisonniers. Je répondis que nous avions des autorisations du directeur des prisons et du ministre de la Justice, et nous demandâmes si notre interlocuteur était plus puissant que le gouvernement, en ajoutant que si on nous refusait l'entrée, nous serions obligés, comme de juste, d'en tirer des conclusions.

J. M. G.

62^e Berlinale

Victoire du genre documentaire



Heike Hurst

CETTE 62^e BERLINALE était exceptionnelle. Car à quoi tient l'engouement pour un festival ? À Berlin, en tout cas, à l'adhésion du public. Plus de 300 000 tickets ont été vendus cette année. Ce phénomène est unique mais voulu par Dieter Kosslick, qui dirige un festival ouvert à tous. Ainsi des queues se forment plus de quinze jours avant le début officiel des projections et cela continue, et l'effet s'amplifie pendant les dix jours de la durée du festival. À Cannes, il est impossible d'acheter un billet. Par les amis des amis, on peut à la rigueur avoir une invitation par-ci par-là. Pour certaines sections, on peut acquérir un billet, mais le nombre est limité. Ici, les billets donnent accès à tout. Le prix est modique. Mais effectuer un choix de films alors que personne à part le comité de sélection ne les a vus, c'est tout de même un acte de haute voltige, dicté par l'amour pour les films venus du monde entier ou par une curiosité hors du commun pour presque 400 films qu'on ne connaît pas encore, mais qu'on souhaite découvrir.

L'effet star balayé

Une jeune fille noire, encore une enfant, 12 ans au début du film *Rebelle* (*War witch*) de Kim Nguyen, sort de la brousse, s'avance vers

nous et parle. En fait, elle parle au bébé qu'elle porte. Elle se demande si elle pourra aimer cet enfant fruit d'un viol. Évoquer les enfants soldats, leur rapt, les actes qu'on exige d'eux pour les initier à la violence, n'est pas nouveau. Mais ici on adhère dès le premier plan au récit de cette enfant, à peine formé. Elle raconte son calvaire, mais le film se fait sous nos yeux avec les autres soldats enrôlés de force, indépendamment de son récit, à côté et avec elle. Pour commencer : tuer ses parents, car sinon, le commandant des rebelles qui l'a capturée les découpera à la machette. Son argument : ils souffriront bien plus que par les balles de la kalachnikov qu'il lui tend. Elle pleure, elle refuse et c'est finalement les parents qui ne supportent plus la souffrance de leur fille qui la supplie d'obéir et de les tuer. C'est ce qu'elle fera. Et les parents seront toujours avec elle. En spectres, grimés de blanc, ils la préviennent des dangers, de la présence d'ennemis embusqués, lui sauvent la vie. Le tigre, chef de cette armée folklorique de rebelles, l'apprend et fait d'elle sa « sorcière de guerre », d'où le titre du film « *War witch* » qu'elle portera désormais. Seul le portrait de Lumumba accroché aux parois d'une hutte nous renseigne sur les lieux de cette guerre. (L'interprète de

la jeune fille a obtenu le prix de la meilleure actrice : Rachel Mwanza).

L'aspect semi-documentaire de *Rebelle* correspond à pas mal de films du festival leur donnant l'authenticité nécessaire et des récits porteurs. Dans le cas de *Captive*, il justifie la coproduction, car un *Brillante Mendoza* ne peut fournir l'infrastructure d'une superproduction avec scènes de guerre filmées dans la jungle philippine, relatant la prise d'otages effectuée en 2001 par le groupe Abu Sayeff. D'où l'emploi d'Isabelle Huppert en humanitaire en mission chrétienne. On jette ses Bibles à la mer. Les preneurs d'otages apprennent ainsi leur méprise. Ils voulaient piéger des banquiers, ils tombent sur femmes, humanitaires et vacanciers. Les rebelles sont ici des musulmans, une minorité, combattue par les forces gouvernementales. Ils prennent des otages pour renflouer les caisses. Mais ils ont aussi la mission de convertir. Ils mènent une guerre sainte et les femmes qu'ils violent, ils les épousent pour en faire de bonnes musulmanes. On aura rarement vu ces aspects si éclairants dans un film. Ils sont décrits avec précision et l'on comprend pourquoi ce gamin-là les a suivis : sa famille a été massacrée, pourquoi cet homme est particulièrement cruel, car lui aussi a vu ses

origines, sa maison et ses amours éliminés en un seul bombardement. Le projet ambitieux de Brillante Mendoza d'expliquer ces luttes, de donner un visage à ces combattants a échoué sur le fond, car il sacrifie trop aux scènes de tirs des combats de rue comme aux embuscades dans la jungle. Son projet initial est recouvert par le grand tintamarre de la guerre.

L'Ours d'or aux détenus de la prison Rebibbia, Rome!

Cela aura été une grande chose : récompenser les détenus devenus acteurs pour les besoins du film des frères Taviani, *Cesare deve morire* (« César doit mourir ») fidèlement et librement adapté d'après *Jules César* de Shakespeare. Mais en fait l'Ours d'or est allé aux frères Taviani qui, évidemment, en hommes justes et droits, l'ont dédié à l'ensemble, aux acteurs du film. Nos papis octogénaires ont pris des épées qui ne tranchent pas et des toges faites de draps simples, car l'important c'était le texte. Shakespeare a vu les tourments de l'âme humaine, parle de toutes les complexités des situations, de l'exercice du pouvoir, en particulier. Et c'est cela qui a parlé aux acteurs. C'est le texte qui les a subjugués et transformés. Il faut admettre que tous les critères esthétiques et cinématographiques volent en éclat devant la prestation des acteurs. La majorité de ceux qui jouent sont enfermés dans la prison de haute sécurité de Rebibbia, près de Rome. Ce sont des gens condamnés à la perpétuité, l'éventail va des trafiquants de drogue, des criminels et des assassins aux membres de la mafia, des gens du milieu aux délinquants récidivistes. Tous sont happés par le texte qu'ils disent dans leur dialecte respectif, parfois avec l'aide des autres qui ne jouent pas, mais savent lire. Mémoriser le texte, jouer les scènes, répéter encore, seul et ensemble, nous fait entrer dans le travail de ces comédiens non professionnels, tous exceptionnels. Les visages inoubliables font disparaître l'Italie de Berlusconi et montrent la vraie beauté qui les habite. L'interprète de Brutus nous bouleverse : il s'agit de Salvatore Striano (Zazà) qui a déjà joué dans *Gomorra*. Ancien détenu, il avait été libéré pour bonne conduite.

Le seul et vrai documentaire du festival

Death row de Werner Herzog est une série en quatre parties, conçue pour la télévision, montrée à l'écart du festival. En 4 x 47 minutes, nous suivons sa caméra et son ingénieur du son dans le couloir de la mort de la prison de haute sécurité au Texas. La prison se trouve au milieu de nulle part dans un espace désert. Herzog a mis des mois pour obtenir l'autorisation de filmer les condamnés du couloir de la mort. Les règles sont strictes. Dix minutes pour installer la caméra. Cinquante minutes pour parler avec la personne. Le condamné ne communique pas

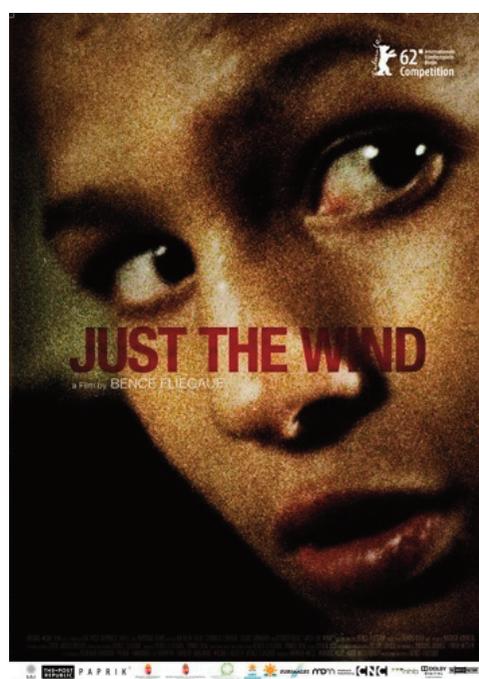
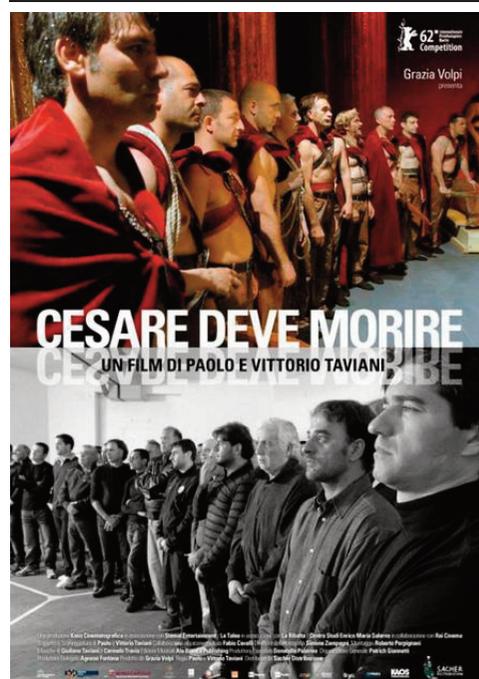
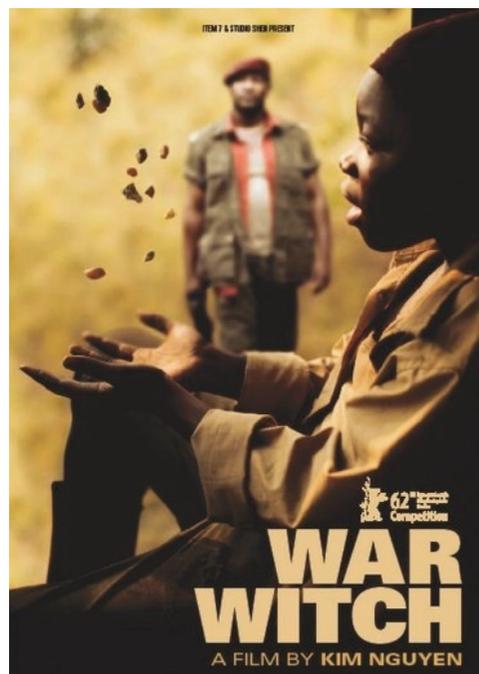
directement avec Herzog. Une vitre blindée, des barreaux les séparent, ils portent des écouteurs, des micros. Ils sont surveillés. Parmi eux il y a des hommes qui attendent depuis des années dans ce couloir de la mort. Une introduction méthodique par la voix de Herzog nous informe : aux USA, 44 États n'ont pas aboli la peine de mort, 14 l'appliquent. La chaise électrique a été remplacée par l'injection létale. « Je déclare mon désaccord avec cette punition », dit Herzog ensuite et en direction des condamnés, il ajoute : « Ça ne veut pas dire que je dois vous aimer ! » En général, on acquiesce en face. Par un montage stupéfiant, ces récits deviennent un suspens difficile à supporter. On est dans un polar et cherche les vrais coupables, car le procureur en place condamne toujours à la peine capitale. Herzog lui-même n'a pas pu monter ces documents sans dommages. Il a recommencé à fumer et a écourté les journées de montage. En enregistrant le témoignage d'un aumônier qui a accompagné 140 personnes à la mort, il assiste à l'effondrement de cet homme qui dit qu'il va abandonner son travail. Avant de craquer, il lui parle de la miséricorde de Dieu et de ses promenades dans la forêt où il rencontre des écureuils. Herzog : « Parlez-moi de votre rencontre avec l'écureuil ! » Et c'est là que cet homme s'est effondré. Une autre question de Herzog reste en mémoire : « Depuis combien de temps vous n'avez pas senti la pluie sur votre peau ? » Rien à ajouter, rien à jeter.

Les vrais faux docs et enfin l'amour

Il y en avait plusieurs : un terrifiant sur les dérives d'extrême droite en Hongrie et le massacre de familles roms intégrées – *Just the wind* de Bence Fliegauf (prix du Jury) – où seuls les enfants, ici un garçon, savent tirer leur épingle du jeu (de massacre) mais pour combien de temps ?

Un autre, *Barbara*, replonge dans la vie quotidienne du travail dans un hôpital de province en RDA pendant les années quatre-vingt. C'est formidable de précision (où a-t-il trouvé ces prises cramées où la Stasi installait souvent les micros) ; les acteurs sont exceptionnels : Nina Hoss en médecin, persécutée parce qu'elle a fait savoir qu'elle voulait quitter la RDA. Ronald Zehrfeld, également médecin, se défend de l'aimer du premier regard, mais on le sait bien, ces décisions dépendent de tellement de choses... Un grand film d'amour et un grand document sur la RDA finissante mais redoublant de férocité.

Et puis un film qui documente poétiquement un zoo d'Indonésie : *Postcards from the zoo* de Edwin, où nous apprenons des foules de choses sur les girafes, les tigres et d'autres bêtes par les pérégrinations d'une petite fille, et son travail plus tard dans ce zoo de Jakarta quand elle aura grandi. C'est bouleversant, riche de renseignements, un chef-d'œuvre de finesse, d'humour et de magie. **H. H.**



Yonk, l'invention de la religion racontée aux enfants

LES ÉDITIONS LIBERTAIRES ont publié de nombreux titres mécréants pour rappeler, à la manière de Jacques Prévert, que dans toute religion il y a toujours quelque chose qui cloche... Et pas seulement à Pâques. Dans Yonk, Jack Fournier et Bruno Moreau ont imaginé l'origine des religions. Une histoire bien sympa à conter aux mômes qui ne veulent pas grandir idiots.

Nous sommes à peu près en l'an moins 43 750. Nos ancêtres préhistoriques sont travailleurs. La chasse, la pêche, la cueillette, la fabrique d'armes et de bijoux... Les occupations ne manquent pas du matin au soir pour tous les membres de la communauté. Tous? Non. Yonk a un très gros poil dans la main. Il ne fait rien. C'est le marginal du clan. Son nom veut dire «vomi». C'est dire! Oisif, il passe des heures couché près d'un petit animal pas plus utile que lui. Ce qui devait arriver arriva. Yonk est expulsé du groupe. Il quitte sa grotte avec pour seul bagage une cape en hyène tachetée.

Réfugié dans la forêt, Yonk joue avec les libellules et les oiseaux piqueurs. Il respire à pleins poumons les parfums des plantes. Il court comme un fou parmi les arbres. Et pan! Une branche l'assomme. Yonk tombe inanimé devant un tigre aux crocs longs comme le bras. Un guetteur du clan assiste à la scène depuis les hauteurs d'un chêne. Il voit le fauve épargner Yonk et poursuivre son chemin. Il alerte d'autres hommes qui décident d'observer de plus près l'énigmatique Yonk.

Le jeune a atteint une plaine immense quand les chasseurs l'aperçoivent de nouveau. Malheur, un troupeau de bisons arrive droit

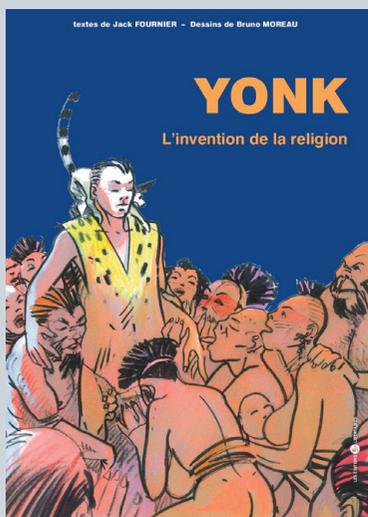
sur lui dans un grand tremblement de terre. Yonk est perdu. Eh non. À l'abri d'un ruisseau, Yonk survit une nouvelle fois. Les chasseurs qui n'ont vu le drame que de très, très loin acclament leur héros élevé au rang d'immortel.

Un retour triomphal au camp se prépare, mais le temps se gâte. Un orage d'une rare violence s'abat sur la petite troupe de chasseurs effrayés. Les éclairs fendent l'horizon. Le tonnerre gronde. Fasciné par le spectacle, Yonk se retrouve seul au pied d'un arbre qui va attirer la foudre. Le feu tombé du ciel embrase les branches...

Décidément, Yonk n'est pas un jeune homme comme les autres. Par trois fois, la mort n'a pas voulu de lui. Hommes et femmes se prosternent à ses pieds et lui apportent des cadeaux. Un chant vante ses exploits. Des peintures rupestres racontent la vie de celui qui est «au-dessus» des autres. La religion est née. CQFD.

Dessinée sur une soixantaine de planches superbes (dans un style cousin de celui d'Hugo Pratt), l'histoire racontée par Jack Fournier et Bruno Moreau est probablement vraie. Depuis les origines, la majorité des humains – naïfs, ignorants et serviles – a eu besoin de croire à des fables pour supporter le poids de leur existence. Depuis les origines, une minorité d'humains a très bien su utiliser la naïveté, l'ignorance et la servilité de leurs semblables pour asseoir leur pouvoir. Ni sorcier ni gourou! Ni dieu ni maître!

Paco



Jack Fournier et Bruno Moreau, *Yonk, l'invention de la religion*, Éditions libertaires, 66 pages, 15 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Communiqué

Finie l'inspection, les enseignants se font entretenir !



Fin de la note pédagogique !

Un décret, adopté en juillet 2010, prévoit la disparition de la notation administrative pour tous les fonctionnaires et son remplacement par un entretien individuel annuel avec le supérieur hiérarchique direct. Une réforme qui, dès janvier 2012, touchera notamment l'Éducation nationale. Pour l'heure, on ne sait pas comment évoluera la notation pédagogique des enseignants mais on peut légitimement se demander si elle ne sera pas amenée à suivre le même modèle.

Après le soulagement de voir disparaître ce système infantilisant de notation, on peut néanmoins craindre le pire pour la nouvelle mouture. Et, même si rien n'est encore officiel, voilà ce qui pourrait se profiler pour constituer la dernière pierre de l'uvre (anti-) pédagogique du premier mandat sarkozyste : trouver comment mettre au pas les profs !

Voilà ce qui se profile...

Les enseignants seraient évalués lors d'un entretien, tous les trois ans, avec leur supérieur hiérarchique direct (le chef d'établissement en col lège et lycée, «l'inspecteur compétent» dans les écoles), et cette évaluation détermine l'évolution des salaires.

Mais ce n'est pas tout ! Les évaluations d'écoles, jusqu'alors pratiquées de manière «expérimentale», devraient se généraliser tous les trois ou quatre ans. Autrement dit, l'Inspecteur de l'Éducation nationale de circonscription, éventuellement accompagné d'un autre IEN, pourrait venir inspecter l'école sur plusieurs jours. Il ne s'agirait pas nécessairement de séances pédagogiques devant élèves (le contrôle pédagogique étant laissé à la charge des directeurs) mais, plutôt, d'évaluations des obligations administratives ou du fonctionnement entre collègues. Le tout serait couronné par un audit auprès des parents sur leurs relations avec l'école et avec l'équipe éducative.

On voit bien là, pour les élèves, le passage du statut d'usagers à celui de clients, préambule nécessaire à toute privatisation. Or c'est, exactement, la même formule qui a été mise en Œuvre à France Telecom, à la Poste, à EDF-GDF, à Pôle emploi et dans toutes les administrations qui se sont faites privatiser, ces dernières années, avec les dégradations des conditions de travail que l'on connaît et qui ont engendré : surmenage, dépression voire suicide...

Luttons pour une école émancipatrice !

La CNT-Éducation a toujours dénoncé le caractère infantilisant des inspections et elle continue d'appeler à les refuser aux côtés du Collectif Anti-Hiérarchie dont elle est partie prenante. La CNT-Éducation porte un projet d'éducation émancipatrice et autogérée qui doit être mené par l'ensemble des acteurs de la communauté.

Cela passera, entre autre, par le partage des compétences liées au fonctionnement et à la gestion du lieu de travail. C'est donc tout naturellement qu'elle appelle l'ensemble des collègues (directeurs ou non !) à refuser la mise en place d'un entretien d'évaluation qui ne nous apportera rien, si ce n'est un moment privilégié de stress et d'angoisse.

S'il est bien vrai que «le pouvoir est maudit» (Louise Michel), un tel supérieur hiérarchique reviendrait à tracer, pour nous, une croix sur notre liberté pédagogique et sur les conditions – nécessaires mais non suffisantes – d'une éducation émancipatrice à laquelle ont droit tous nos élèves.

CNT-FTE



Quelques rendez-vous à ne pas manquer sur le 89.4 Mhz

Jeudi 20 avril

Sortir du colonialisme (16 heures).

La grenouille noire (21 heures). Émission écololibertaire.

Vendredi 21 avril

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures).

Chronique syndicale (11 h 30).

Chroniques rebelles (13 h 30).

Samedi 22 avril

Tempête sur les planches (14 heures). Le printemps des rues, en plein Paris, pendant un week-end d'effervescence où les compagnies de théâtre viennent vous parler des ravages du capitalisme.

La Plume noire (15 h 30). Nouveautés éditoriales anarchistes.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30). La joyeuse équipe du Circ traite en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Restons éveillés ! (24 heures). Libre antenne à ceux qui en sont exclus.

Dimanche 23 avril

Les Enfants de Cayenne (09 heures). Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 heures). L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Ondes de choc (14 h 30). Magazine culturel. Théâtre et politique avec Carole Thibault.

Trous noirs (16 heures). Les Amérindiens tentent de se réapproprier leur propre image à travers leurs luttes et leurs propres moyens d'expression. Sophie Gergaud, ethnologue et animatrice de l'association De la plume à l'écran, promeut les films qu'ils réalisent et produisent eux-mêmes.

Lundi 24 avril

Artracaille (11 heures). Art en marge.

Ideaux et débats (18 heures). Rediffusion d'une émission du 13 septembre 2011 ayant pour invité Stéphane Audeguy pour «Rom@» (Gallimard).

Paroles d'associations (19 h 30) reçoit l'association Les Goliards qui souhaite restituer la vérité historique au grand public. Avec William Blanc (historien).

Radio Libertaria (20 h 30). Nous recevons les faucheurs d'OGM pour faire un bilan de leurs actions et condamnations.

Mardi 25 avril

Blues en liberté (10 h 30). Le club Anton's.

Femmes libres (18 h 30). Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30). Émission d'informations et d'analyses sur la situation actuelle de la prison et de la justice, avec lecture du courrier des prisonniers.

Mercredi 26 avril

Chronique hebdo (10 heures). Commentaires anarchistes de l'actualité.

Radio Goliard [s] (16 h 30). L'histoire populaire, par tous et pour tous.

Si vis pacem (18 heures). Émission antimilitariste de l'Union pacifiste.

Jeudi noir (19 h 30). L'ouvrage de David Graeber, *Pour une anthropologie anarchiste*.

Vendredi 28 avril

Tribuna latinoamericana (19 heures). Actualité politique de l'Amérique latine et indigène.

Souscription en soutien au

Monde libertaire

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

Février 2012

M. A. Menard (56) : 30 euros
M. J. Ulpat (74) : 10 euros
M. R. Landreau (33) : 20 euros
M. Frédéric Fece (internet) : 10 euros
M. J.-F. Aupetitgendre (30) : 30 euros
M. G. Arronis (32) : 50 euros

M. B. Hennequin (13) : 100 euros
M. A. Prima (13) : 25 euros
M. J.-L. Etchegaray (64) : 5 euros
Mme. C. Barrachin (69) : 5 euros
M. M. Rieusset (30) : 7 euros
M. A. Gillet (93) : 30 euros
M. Y. Brunet (31) : 50 euros
M. Yves Pechabadens (internet) : 75 euros
Le Cri du Peuple (87) : 30 euros
Jean (75) : 1000 euros
M. O. Fayel (69) : 20 euros
M. Alain Schaffhauser (internet) : 10 euros
Mme I. Quintin (76) : 5 euros
Liaison Boris Vian (59) : 20 euros
M. Anthony Franchemiche (internet) : 20 euros

TOTAL : 1552 euros

Merci !

Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du *Monde libertaire* !

Faites connaître notre journal autour de vous !

Lisez-le et faites-le lire !

Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étalages !

Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires !

Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste !

L'administration du Monde libertaire

Salon du livre libertaire

Vendredi 11 mai
de 14 heures à 21 heures
Samedi 12 mai
de 10 heures à 20 heures
Dimanche 13 mai
de 10 heures à 16 heures

Salon du livre libertaire organisé par la Librairie du Monde libertaire et Radio libertaire. On pourra y rencontrer une centaine d'éditeurs et autant d'auteurs. Au programme également: des débats, des expositions, des lectures, des animations et un pays invité: la Suisse.

Adresse: Espace d'animations des Blancs Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple. L'entrée est à prix libre.

Renseignements:

Salon du livre libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Tél.: 01 48 05 34 08.

Courriel: livrelibertaire2012@sfr.fr.

Sur internet:

<http://salonlivrelibertaire.radio-libertaire.org/>

Dimanche 22 avril

Paris XI^e

17 heures. Soirée de soutien pour les inculpés de Villiers-le-Bel et le collectif Vies volées. Rencontre avec les collectifs de soutien aux victimes de crimes policiers (Ali Ziri, Hakim Adjimi, Lamine Dieng, etc.), avec la participation du collectif Angles morts. Musique avec ZEP (Zone d'expression populaire, Lille), Première Ligne (hip-hop radical, 93). PAF: 5 euros. Au CICP, 21^{ter}, rue Voltaire. Métro Nation, Rue des Boulets ou Montreuil.

Mardi 1^{er} mai

Chambéry (73)

12 heures. Repas à prix libre, bio et végétarien avec La Marmite. Table de presse libertaire. Préparation autogérée du repas à partir de 9 heures. Haut du parc de Buisson-Rond. Contact: <http://www.73.lautre.net/>

Samedi 28 Avril

Paris XI^e

16h30. Rencontre-débat avec François Roux auteur du livre *Auriez-vous crié Heil Hitler ? Soumission et résistance au nazisme* (Max Milo Editions). Si une crise profonde et durable ébranlait nos démocraties saurions-nous résister à la tentation fasciste ? À la librairie du monde libertaire, 145, rue Amelot.

Vendredi 4 mai

Lorient (56)

20h30. La politique de la peur, causerie-débat avec Serge Quadruppani (écrivain social) autour des questions de sécurité et de terrorisme. Pourquoi et comment cette idéologie se développe et comment lui résister ? Co-organisée par le groupe libertaire Francisco-Ferrer de la Fédération anarchiste et la CNT 56. Cité Allende, 12, rue Colbert. Salle audiovisuelle. Entrée libre.

Jeudi 10 mai

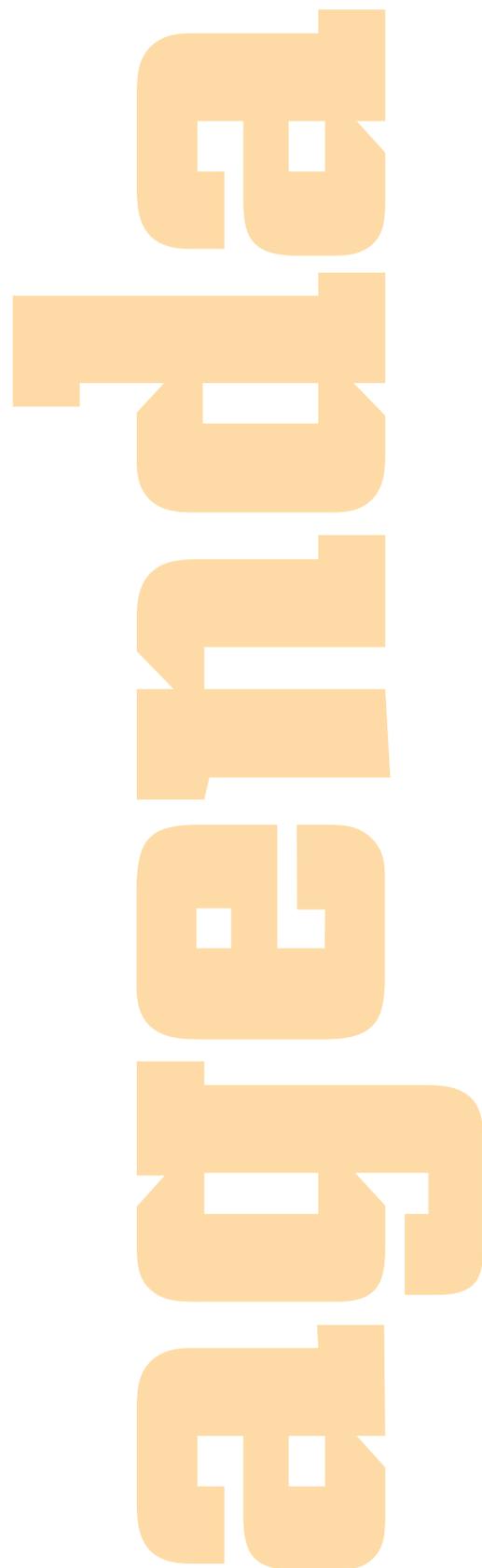
Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra Caroline Granier et Alice Primi (sous réserve) à l'occasion de la réédition de *Ali-Aline* d'André Léo (Association André Léo et Publications chauvinoises, 2011) paru initialement en 1869. Caroline et Alice vous parleront de la vie de l'auteur et de ce livre d'une sidérante actualité, l'un des premiers ouvrages féministes abordant la notion de genres. Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dînatoire. Bibliothèque sociale, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

Jeudi 7 juin

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra François Ruffin, l'animateur du journal *Fakir*, basé à Amiens, mais aussi collaborateur au *Monde diplomatique* et reporter de l'émission *Là-bas si j'y suis* sur France Inter. Nous y parlerons aussi de *Leur grande trouille, journal intime de mes pulsions protectionnistes* (Les Liens qui libèrent, 2011). Entrée libre et gratuite. Table de presse. Apéro dînatoire. Bibliothèque sociale, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.



si tu votes pour moi,
c'est dans
ton intérêt

tu crois?
bon
d'accord.



jhano